

n° 06 mai 2012

POINT SUD

les études du CNCD-11.11.11

Rio+20 : « L'abîme ou la métamorphose ? »

par **Véronique Rigot**,
chargée de recherche environnement et développement au CNCD-11.11.11



sommaire

**« Il ne suffit plus de dénoncer.
Il nous faut maintenant énoncer.
Il ne suffit pas de rappeler l'urgence.
Il faut savoir aussi commencer
par définir les voies qui conduiraient à la Voie.
Ce à quoi nous essayons de contribuer »¹.**

Edgar Morin

1/ préface		
« Nous y voilà. Nous y sommes. »		
2/ résumé		
3/ l'abîme		
A/ les constats		
1/ croissance & développement	05	
2/ croissance infinie & monde fini	05	
3/ les crises multiples questionnent la croissance	06	
B/ l'économie verte, fausse bonne solution	14	
1/ ce qu'est l'économie verte	16	
2/ ce que n'est pas l'économie verte	16	
3/ le cheval de Troie	18	
C/ le développement durable, tentative de solution	18	
1/ ce qu'est le développement durable	20	
2/ ce que n'est pas le développement durable	20	
3/ renforcer la durabilité ou prôner la résilience ?	22	
4/ la métamorphose	23	
A/ la transition socio-écologique	27	
1/ construire des sociétés durables : la transition est en marche !	27	
2/ les conditions de la transition, du local au global	27	
3/ un exemple concret :	28	
réformer les subsides aux énergies fossiles	30	
03 B/ Rio+20, inscrire la transition dans le cadre international		33
1/ Rio+20, amorcer la transition		33
2/ les enjeux des négociations		34
3/ les principaux risques pour la Conférence Rio+20		36
04		
05		
06 C/ le mémorandum de la Coalition belge Rio+20		38
1/ des sociétés durables		38
2/ la voie pour y parvenir		38
5/ postface		
« Éloge de la métamorphose »		40
6/ lectures conseillées		43
27		
27		
28		
30		

¹ Morin, E., (2010), *Éloge de la métamorphose*, Le Monde, 10 janvier 2010. Le titre de cette étude Point Sud est emprunté à une conférence d'Edgar Morin, dont le titre a été repris sous forme d'interrogation par la revue Sciences Humaines, n°201, février 2009

1/ préface

« Nous y voilà. Nous y sommes. »

un texte de Fred Vargas, archéologue et écrivaine²

« Depuis cinquante ans que cette tourmente menace dans les hauts-fourneaux de l'incurie de l'humanité, nous y sommes. Dans le mur, au bord du gouffre, comme seul l'homme sait le faire avec brio, qui ne perçoit la réalité que lorsqu'elle lui fait mal.

Telle notre bonne vieille cigale à qui nous prêtons nos qualités d'insouciance, nous avons chanté, dansé. Quand je dis « nous », entendons un quart de l'humanité tandis que le reste était à la peine. Nous avons construit la vie meilleure, nous avons jeté nos pesticides à l'eau, nos fumées dans l'air, nous avons conduit trois voitures, nous avons vidé les mines, nous avons mangé des fraises du bout du monde, nous avons voyagé en tous sens, nous avons éclairé les nuits, nous avons chaussé des tennis qui clignotent quand on marche, nous avons grossi, nous avons mouillé le désert, acidifié la pluie, créé des clones, franchement on peut dire qu'on s'est bien amusé.

On a réussi des trucs carrément épatants, très difficiles, comme faire fondre la banquise, glisser des bestioles génétiquement modifiées sous la terre, déplacer le Gulf Stream, détruire un tiers des espèces vivantes, faire péter l'atome, enfoncer des déchets radioactifs dans le sol, ni vu ni connu. Franchement on s'est marrés. Franchement on a bien profité. Et on aimerait bien continuer, tant il va de soi qu'il est plus rigolo de sauter dans un avion avec des tennis lumineuses que de biner des pommes de terre. Certes. Mais nous y sommes. À la Troisième Révolution. Qui a ceci de très différent des deux premières (la Révolution néolithique et la Révolution industrielle, pour mémoire) qu'on ne l'a pas choisie. « On est obligé de la faire, la Troisième Révolution ? » demanderont quelques esprits réticents et chagrins. Oui. On n'a pas le choix, elle a déjà commencé, elle ne nous a pas demandé notre avis. C'est la mère Nature qui l'a décidé, après nous avoir aimablement laissés jouer avec elle depuis des décennies. La mère Nature, épuisée, souillée, exsangue, nous ferme les robinets. De pétrole, de gaz, d'uranium, d'air, d'eau. Son ultimatum est clair et sans pitié : Sauvez-moi, ou crevez avec moi (à l'exception des fourmis et des araignées qui nous survivront, car très résistantes, et d'ailleurs peu portées sur la danse). Sauvez-moi ou crevez avec moi.

Évidemment, dit comme ça, on comprend qu'on n'a pas le choix, on s'exécute illico et, même, si on a le temps, on s'excuse, affolés et honteux. D'aucuns, un brin rêveurs, tentent d'obtenir un délai, de s'amuser encore avec la croissance. Peine perdue.

Il y a du boulot, plus que l'humanité n'en eut jamais.

Nettoyer le ciel, laver l'eau, décrasser la terre, abandonner sa voiture, figer le nucléaire, ramasser les ours blancs, éteindre en partant, veiller à la paix, contenir l'avidité, trouver des fraises à côté de chez soi, ne pas sortir la nuit pour les cueillir toutes, en laisser au voisin, relancer la marine à voile, laisser le charbon là où il est, attention, ne nous laissons pas tenter, laissons ce charbon tranquille, récupérer le crottin, pisser dans les champs (pour le phosphore, on n'en a plus, on a tout pris dans les mines, on s'est quand même bien marrés).

S'efforcer. Réfléchir, même.

Et, sans vouloir offenser avec un terme tombé en désuétude, être solidaire.

Avec le voisin, avec l'Europe, avec le monde.

Colossal programme que celui de la Troisième Révolution.

Pas d'échappatoire, allons-y.

Encore qu'il faut noter que récupérer du crottin, et tous ceux qui l'ont fait le savent, est une activité foncièrement satisfaisante. Qui n'empêche en rien de danser le soir venu, ce n'est pas incompatible.

À condition que la paix soit là, à condition que nous contenions le retour de la barbarie, une autre des grandes spécialités de l'homme, sa plus aboutie peut-être.

À ce prix, nous réussissons la Troisième Révolution.

À ce prix nous danserons, autrement sans doute, mais nous danserons encore. »

2/ Vargas, F., (2008), originalement publié sur le site : <http://www.europeecologie.fr>

2/ résumé

Nous sommes à un carrefour. Au carrefour des choix de société. Nous sentions que nous en approchions, depuis quelques années, depuis l'émergence de nouvelles revendications politiques combinées à une multitude d'initiatives qui remettent en question les modes de vie et de pensées, qui font entrer le culturel, le social, l'environnemental et des valeurs relationnelles dans nos quotidiens.

« Nous y sommes » disait l'écrivaine Fred Vargas fin 2008. « L'abîme ou la métamorphose », ce titre emprunté à Edgar Morin, philosophe français, penseur de la crise et du changement, ne pouvait résonner mieux à la veille de Rio+20. Ne pouvait raisonner mieux...

Edgar Morin aime à rappeler que « la réflexion sur le monde d'aujourd'hui ne peut s'émanciper d'une réflexion sur l'Histoire universelle »⁴. Et d'ajouter : « Voilà ce qu'est l'Histoire : des émergences et des effondrements, des périodes calmes et des cataclysmes, des bifurcations, des tourbillons, des émergences inattendues. »⁵

En ces temps de crise systémique que nous vivons, ses propos peuvent paraître catastrophistes. Ils ne le sont pourtant pas. Pour cet adepte de l'esprit de la complexité, « au sein même des périodes noires, des graines d'espoir surgissent. »⁶

Rio+20 cristallise le moment politique international du choix planétaire entre l'abîme et la métamorphose, entre perpétuer le modèle productiviste et opérer la transition nécessaire vers un autre paradigme. Rio+20 cristallise le moment d'affiner la définition de cet autre paradigme et, surtout, d'accélérer résolument le mouvement vers sa concrétisation.

La première partie s'attache à définir l'abîme dans lequel la Révolution industrielle nous a entraînés. Partant des constats de l'impossible croissance infinie dans un monde fini et de ses conséquences, nous définirons l'économie verte, qui se présente comme une fausse bonne solution, puis nous définirons le développement durable en tant que tentative de solution.

La seconde partie est consacrée à la métamorphose, que nous associons à la transition vers cet autre paradigme. Nous définirons la transition, avec une attention particulière aux sociétés durables promues dans le cadre d'une transition vers un monde socialement juste et écologiquement soutenable, aux conditions de la transition et du changement de paradigme, avant de nous intéresser à un exemple concret de mesure à prendre : réformer les subsides aux énergies fossiles.

À la veille de la Conférence Rio+20, nous ferons enfin le point sur les enjeux d'une telle conférence sur le développement durable en période de crises multiples. Nous nous poserons également la question des risques pour le multilatéralisme et la transition elle-même. Nous terminerons en rappelant les revendications de la société civile belge réunie au sein de la Coalition belge Rio+20.

4/ Dortier, J.F. (2009), *L'abîme ou la métamorphose*, interview d'Edgar Morin, Revue Sciences Humaines, n°201, février 2009

5/ *Loc. cit.*

6/ *Loc. cit.*

3/ l'abîme

A/ LES CONSTATS

1/ croissance & développement

La croissance économique stable est un phénomène récent dans l'histoire de l'Humanité. Selon les historiens, les différentes régions du monde ont connu une succession de périodes d'abondance et de périodes moins prospères, mais entre l'Antiquité et le 18^e siècle, les niveaux de vie auraient peu évolué sur la planète. C'est au 19^e siècle, à partir de la Révolution industrielle, que l'Europe, le monde occidental (et le Japon dans un second temps) ont vu leurs niveaux de vie augmenter.

Le développement des relevés statistiques au début du 19^e siècle a permis d'objectiver l'évolution de l'activité économique et dans une moindre mesure à l'époque, des conditions de vie de la population. Très vite après la Seconde Guerre mondiale, la croissance (mesure du volume de production) du Produit intérieur brut (PIB) est devenue l'indicateur de référence de la bonne santé de la société.

Observant l'avènement de l'économie de marché et les débuts du capitalisme moderne, les économistes classiques pensaient qu'aucune croissance ne pouvait être durable. En effet, selon Ricardo, Malthus ou Mill, toute production finirait nécessairement par stagner. Adam Smith se distinguait quant à lui par l'espoir d'une croissance infinie en agissant sur l'organisation du travail, d'autres rêvant de profits infinis justifiés par le temps, l'épargne et l'activité elle-même.

Le concept de « développement », ou plutôt de « sous-développement », est quant à lui né au début de la guerre froide, en janvier 1949. Harry Truman, alors président des États-Unis fraîchement réélu, a prononcé son discours annuel sur l'État de l'Union : « Il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scienti-

fique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens dans le monde vit dans des conditions voisines de la misère. Ils n'ont pas assez à manger. Ils sont victimes de maladies. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères »⁷. Menace, le mot est lâché. Derrière ces mots, la nécessité d'agir pour freiner les avancées du communisme dans le Tiers-Monde, par le biais d'une aide ciblée.

Le développement se définit alors comme le rattrapage du retard économique et social pris par le Sud, s'appuyant sur l'idée forte que le modèle de développement industriel est généralisable à l'ensemble de la planète.

Ces deux concepts fondamentaux de croissance et de développement sont liés à un paradigme dominant selon lequel l'Homme cherche à maîtriser la nature, ceci afin d'assurer l'amélioration du bien-être matériel d'une population toujours croissante. Le productivisme s'est donc logiquement imposé comme le système de référence.

7/ Discours sur l'état de l'Union, 20 janvier 1949, Harry S. Truman

La photo de la planète Terre prise depuis l'espace a contribué à renforcement d'une prise de conscience environnementale qui émergeait depuis quelques années.

2/ croissance infinie & monde fini

De nombreux économistes se sont attachés à développer un modèle de croissance infinie : tous les modèles convergeant vers un état stationnaire, c'est, aux yeux des néoclassiques, grâce aux innovations technologiques qu'un schéma de croissance peut ne pas être interrompu. Apparue dans les années '50, la première théorie de la croissance (élaborée par Solow) allant dans ce sens a été critiquée, pour traiter le progrès technologique comme une donnée exogène, critique qui sera résolue dans les années '80 grâce aux travaux de Romer ; et dès la fin des années '80, pour sa non-prise en compte de la disponibilité des ressources pour alimenter la production.

La prise de conscience des limites de la planète est apparue comme une évidence en 1969, lorsque la première photo de la planète Terre prise depuis l'espace a circulé sur les écrans de télévision et dans la presse du monde entier.

Cette photo, bien que pouvant paraître anodine, a contribué au renforcement d'une prise de conscience environnementale qui émergeait depuis quelques années, notamment grâce à Rachel Carson (voir l'encadré ci-contre) qui, aux États-Unis, dénonçait l'impact des pesticides sur les écosystèmes et les humains. Cette image a imprimé dans l'inconscient collectif l'indéniable évidence : nous partageons tous la même planète et il n'y a pas de planète de secours.

Ce modèle de croissance infinie, dont les 30 Glorieuses et en particulier les années '60, ont donné l'illusion qu'elle était possible, fait encore rêver les économistes. Pourtant, le modèle a clairement révélé ses lacunes économiques, sociales et environnementales.

En termes d'impacts strictement économiques, le modèle productiviste s'est vite essouffé lorsque la production, toujours plus

efficace, s'est retrouvée face à un déficit de la demande au Nord. En conséquence, des logiques consuméristes ont été développées afin d'écouler les stocks d'inventés. Le développement des technologies de l'information et de la communication (en particulier la télévision et la publicité, et aujourd'hui l'Internet) ont permis de redonner de l'oxygène à ce système qui produisait plus que les besoins le nécessitaient. Basé sur la maximisation des profits souvent à court terme, ce modèle a aussi souvent négligé les investissements pérennes, la vision de long terme par rapport aux tissus économiques locaux (la recherche de profits menant à de nombreuses délocalisations de commerces hors des centres urbains et d'industries dans les régions où les salaires et les conditions d'investissement sont plus attractifs) et la recherche de qualité des produits. Ceci a contribué à renforcer la demande de renouvellement des produits, sans oublier les stratégies de certains producteurs qui ont travaillé à réduire volontairement la durée de vie des biens produits.

En termes d'impacts sociaux, les inégalités sociales au sein des pays et entre pays n'ont cessé de se creuser, malgré l'augmentation de la richesse mondiale.

8/ Le DDT (dichlorodiphényltrichloroéthane) est un insecticide développé durant la Seconde Guerre mondiale, qui fut massivement utilisé après la guerre pour lutter contre des maladies comme le paludisme et le typhus.

9/ Le Club de Rome est un groupe de réflexion réunissant des scientifiques, des économistes, des fonctionnaires nationaux et internationaux, ainsi que des industriels de 53 pays : <http://www.clubofrome.org/>

BREF HISTORIQUE POLITIQUE INTERNATIONAL, 1950-2002

Si l'être humain a longtemps été très proche de la nature de par ses activités primaires (agriculture et pêche), les innovations technologiques de la Révolution industrielle ont contribué à l'éloigner de la nature. C'est assez brutalement que l'émergence de la conscience environnementale contemporaine est née, lors de grandes catastrophes occasionnant des pertes humaines.

Il en va en particulier de grandes pollutions liées au développement industriel, notamment le smog de l'hiver 1952 à Londres, où la qualité de l'air fut tellement détériorée à cause des fortes combustions de charbon qu'un épais brouillard s'installa au-dessus de la ville, causant de nombreuses infections pulmonaires.

Dix ans plus tard, en 1962, aux États-Unis, une jeune biologiste du nom de Rachel Carson publie « The silent spring » qui dénonce l'impact des pesticides et, en particulier, du DDT⁹, sur les écosystèmes et les humains. Elle est la première à démontrer le lien entre les produits chimiques et certains cancers. Son combat mènera à la création de la première agence gouvernementale pour la protection de l'environnement (Environmental Protection Agency – EPA), aux États-Unis, et à l'interdiction du DDT en 1972.

À la fin des années 60, l'image de la planète vue de l'espace fait le tour du monde, et quelques années plus tard, en 1972, sera organisée à Stockholm la première Conférence des Nations Unies sur l'environnement, 30 ans après la création des Nations Unies. La même année est publié, à la demande du Club de Rome⁹, le rapport Meadows, intitulé « The limits to growth », qui pose clairement le défi environnemental et la nécessité de réorienter le modèle de développement pour stabiliser l'activité économique et la croissance démographique.

En 1987, la Commission Brundtland sur l'environnement et le développement est chargée par les Nations Unies de faire un rapport de la réflexion. Ce rapport alimentera en contenu la préparation du premier Sommet de la Terre, à Rio de Janeiro en 1992. De cette première conférence internationale sur l'environnement et le développement socio-économique, ressortira un consensus international sur la nécessité de s'attaquer à trois grands problèmes mondiaux : la désertification, les changements climatiques et l'érosion de la biodiversité. De là, seront signées trois conventions-cadre internationales, qui ouvriront sur des cycles de négociations internationales pour définir leur mise en œuvre.

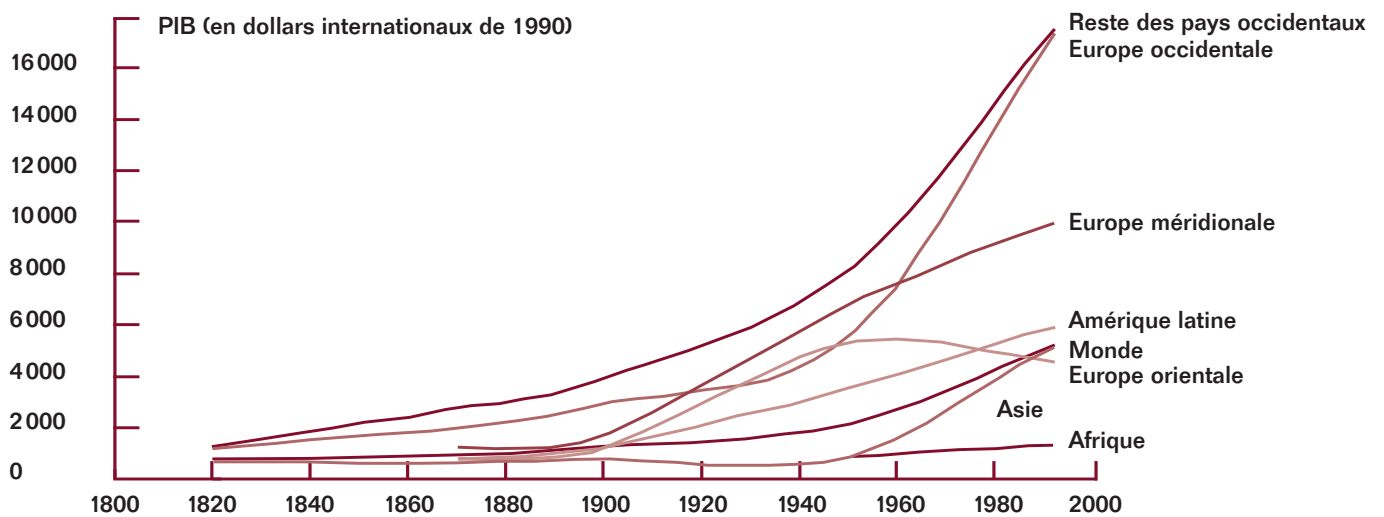
Ce Sommet de la Terre s'inscrit dans une ambiance d'enthousiasme que justifie le contexte international de l'époque : la chute du communisme et la réunification du monde insufflent un optimisme pour le consensus international. Durant la décennie '90 seront organisées de grandes conférences internationales sous l'égide des Nations Unies, marquant le consensus international sur les grands problèmes du monde. En septembre 2000, pour marquer le changement de millénaire et couronner cette décennie de consensus internationaux, les Nations Unies adoptent la Déclaration du millénaire.

Peu après, en 2001, surviennent les attentats du 11 septembre, et le contexte international change en conséquence. L'objectif commun n'est plus le développement, la lutte contre la pauvreté est remplacée par un nouvel ennemi commun, le terrorisme. En 2002, dans le contexte de menaces américaines de guerre en Irak, le Sommet de Johannesburg (Afrique du Sud) fait le bilan de dix années de développement durable, sans grand succès. En plus du changement international, la Déclaration du millénaire, les consensus de Monterrey sur le financement du développement et le cycle de Doha sur le commerce mondial font que les Nations réunies à Johannesburg n'ont plus vraiment d'engagements nouveaux à prendre.

Les pays riches sont devenus proportionnellement plus riches et les pauvres plus pauvres.

GRAPHIQUE 1

PIB PAR HABITANT EN DOLLARS (1990), 1820-1992¹⁰



Source : Maddison (2005)

La courbe lissée du PIB mondial¹¹ est en hausse permanente de 1860 à aujourd'hui. La courbe d'Europe de l'Est se distingue clairement de l'Europe de l'Ouest à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Dans le reste du monde, le monde occidental (USA, Japon, Australie) produit plus de richesse que l'Europe de l'Ouest. On remarque l'émergence fulgurante de l'Asie, la lente ascension de l'Amérique latine et la stagnation de l'Afrique.

Les courbes révèlent donc que les pays riches sont devenus proportionnellement plus riches et les pauvres plus pauvres, sauf pour le cas de l'Asie. Cependant, le bilan social de cette croissance mondiale est aggravé par l'explosion démographique (de 2,3 milliards en 1940 à 7 milliards aujourd'hui¹²), tout en sachant que les régions les plus pauvres connaissent les taux de croissance démographique les plus élevés. En conséquence, ce sont aujourd'hui 950 millions de personnes qui souffrent de la faim, 1 milliard qui n'a pas accès à une eau potable et de qualité quotidiennement, 1,5 milliard qui n'a pas l'accès à l'électricité, et 2,5 milliards qui n'ont pas accès à des structures d'assainissement.

C'est face à ce constat d'aggravation de la pauvreté que les Nations Unies, en 2000, ont adopté la Déclaration du millénaire¹³, instaurant 8 Objectifs du millénaire pour le développement visant à réduire l'extrême pauvreté de moitié à l'horizon 2015 (par rapport à 1990).

Enfin, en termes environnementaux, le bilan est aussi très inquiétant. La Révolution industrielle a souffert du manque de conscience des impacts de la production sur l'environnement naturel. Le modèle productiviste utilise les ressources pour les transformer, sans se préoccuper des stocks de ressources (dont le prix est en principe régulé par le marché, lorsque ces ressources ont un prix), et sans se préoccuper des déchets.

L'empreinte écologique est un indicateur de mesure de l'impact environnemental du mode de vie. Initialement développé aux États-Unis par Wackernagel et Rees au début des années '90, il a été repris par une ONG, Global Footprint Network¹⁴, qui établit chaque année un atlas de l'empreinte par pays.

La carte mondiale ci-après représente par anamorphose les empreintes écologiques en nombre d'hectares par pays et par personne en 2003 : la taille des pays représente leur proportion dans l'empreinte écologique mondiale. Les couleurs correspondent aux régions et sont reportées dans le graphique 2 qui représente les empreintes écologiques moyennes par région.

Depuis les années '70 nous dépassons la bio-capacité de la Terre. Celle-ci se définit comme « la capacité de la Terre à générer des ressources renouvelables et à absorber les déchets découlant de leur consommation, compte tenu des technologies et de la gestion des ressources en vigueur ». La bio-capacité est comptabilisée par année, sur base d'une conversion qui ramène toutes les données et toutes les unités de mesure en surface (Ha).

10/ Maddison, A. (2005), *Monitoring the World Economy, 1820-1992*, OECD, Paris, 2005

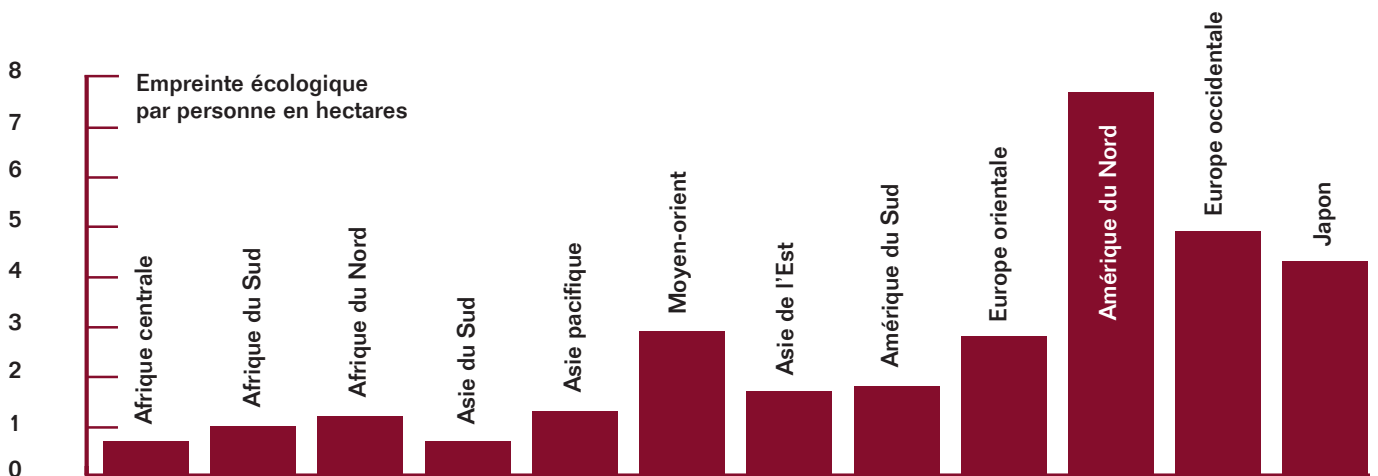
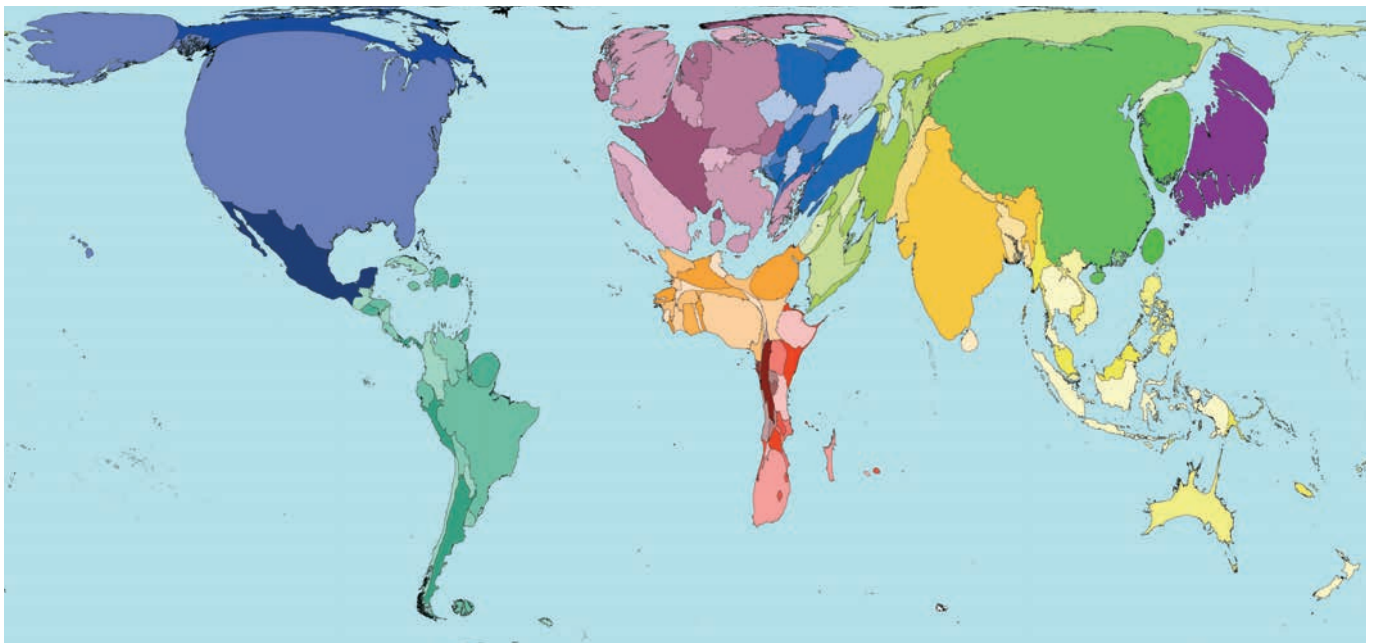
11/ Maddison, A. (2005), *Monitoring the World Economy, 1820-1992*, OECD, Paris, 2005

12/ Chiffres des Nations Unies, Division population du département des affaires économiques et sociales : <http://www.un.org/esa/population/>

13/ Résolution de l'AG des Nations Unies, 8 septembre 2000 : <http://www.un.org/french/millenaire/ares552f.htm>

14/ <http://www.footprintnetwork.org/>

GRAPHIQUE 2 EMPREINTES ÉCOLOGIQUES À TRAVERS LE MONDE¹⁵



Nos modes de vie consomment et gaspillent trop de ressources par rapport à ce que la Terre aurait à nous offrir sur l'espace d'une année.

Le dépassement de la bio-capacité signifie que nos modes de vie consomment et gaspillent trop de ressources par rapport à ce que la Terre aurait à nous offrir sur l'espace d'une année. Nous entamons donc les ressources futures. Cette année, en 2012, comme le confirme le rapport Planète vivante 2012¹⁶, c'est l'équivalent des ressources d'1,5 planète qui devraient être consommées!

L'empreinte écologique est très variable d'un pays à un autre. Ainsi, comme le précise le rapport, « si chaque être humain adoptait le mode de vie d'un Indonésien, nous aurions besoin de deux-tiers de notre planète Terre; si l'on prenait pour référence un Argentin moyen, une demi-planète supplémentaire serait nécessaire pour couvrir la totalité des besoins humains; enfin, si chacun des habitants du globe consommait autant qu'un Américain moyen, pas moins de quatre Terres seraient nécessaires pour pouvoir régénérer les besoins annuels de l'Humanité. »¹⁷

Le graphe 3 ci-dessous détaille l'empreinte par composante, qu'il s'agisse de l'occupation des terres, des surfaces de pêche, des forêts ou pâturages, ou encore des cultures, et surtout de l'empreinte carbone, qui est et reste, tout au long de la période pour laquelle les données sont disponibles, l'empreinte principale, pratiquement multipliée par quatre sur le demi-siècle écoulé.

15/ disponible à l'adresse:

<http://www.worldmapper.org/display.php?selected=322>

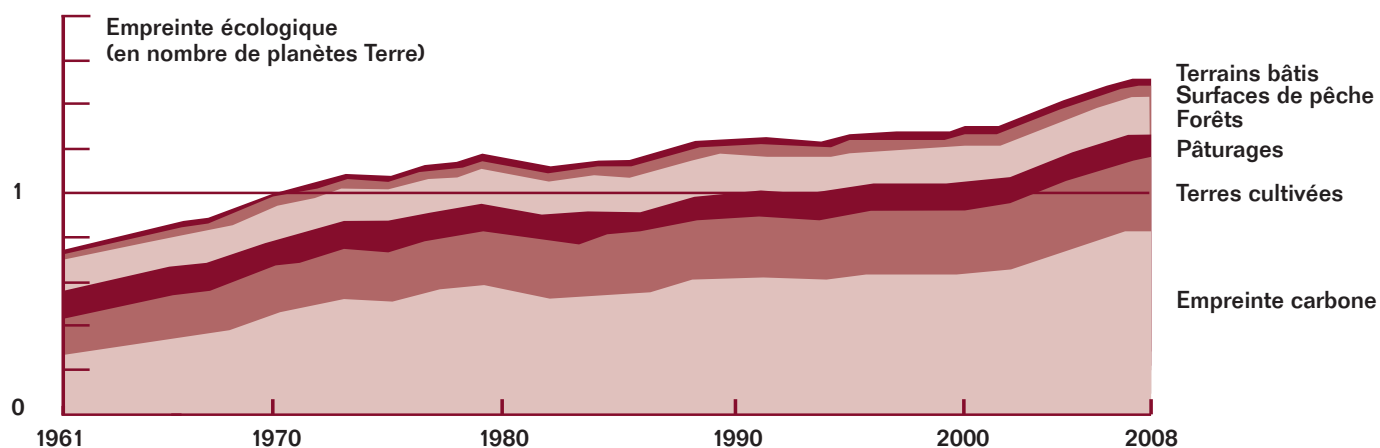
16/ WWF (2012), *Rapport Planète vivante 2012*, résumé en français, disponible à l'adresse : <http://www.wwf.be>

17 / *Ibid.*, p.9

18/ *Ibid.*, p.10

GRAPHIQUE 3 EMPREINTE ÉCOLOGIQUE GLOBALE PAR COMPOSANTE (1961-2008)¹⁸

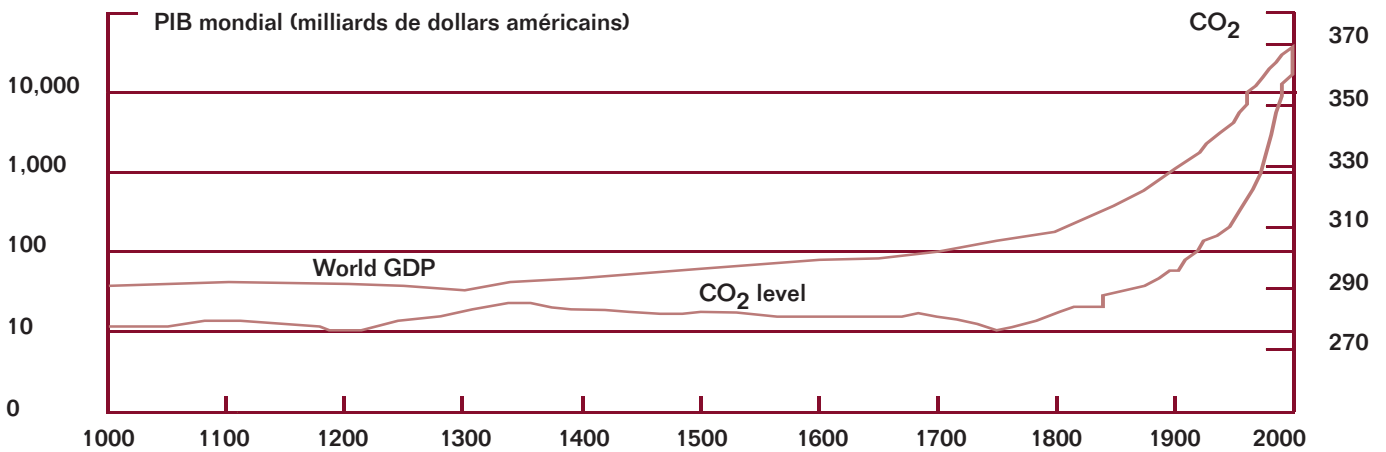
La principale composante de l'Empreinte écologique est l'empreinte carbone (55%)



Source : WWF (2012), Rapport Planète vivante 2012

GRAPHIQUE 4

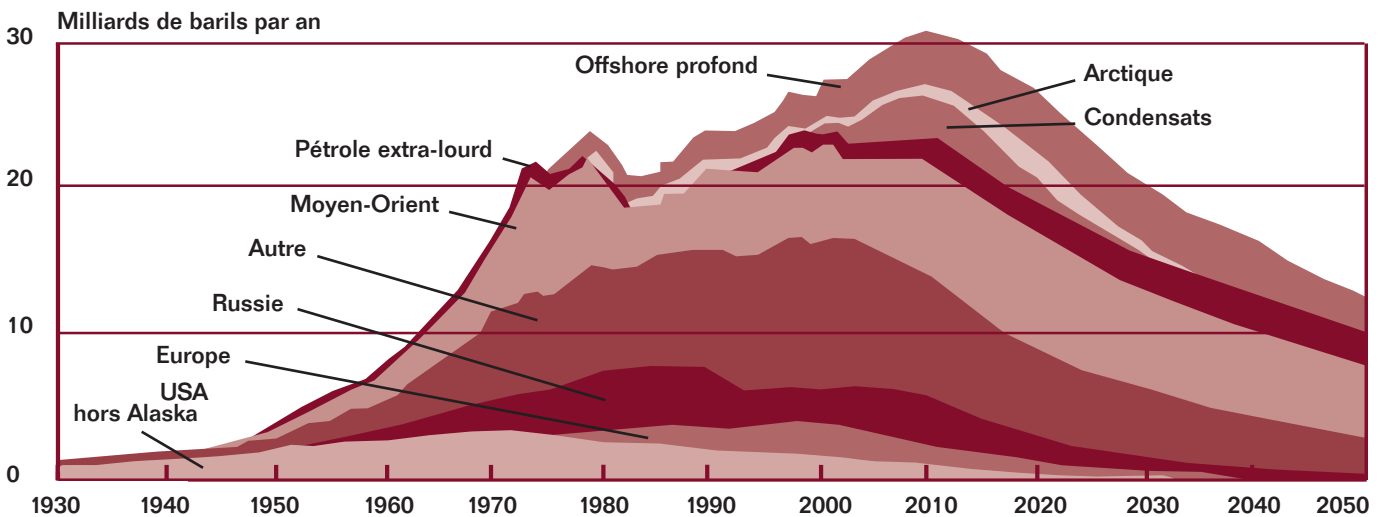
PIB MONDIAL ET CO₂, 1000-2000¹⁹



Source : Santa-Barbara Family Foundation, www.sustainable-scale.org

GRAPHIQUE 5

PRODUCTION MONDIALE DE PÉTROLE PAR GRANDE RÉGION/ORIGINE, EN MILLIARDS DE BARILS PAR AN (1930-2050)²⁰



Source : ASPO (2004)

Si le dépassement de la bio-capacité est un concept relativement abstrait qui fait appel à des calculs savants, la réalité très concrète de l'empreinte carbone a pris le devant de la scène ces dernières années : c'est la crise climatique. « Crise » parce qu'il y a urgence et accélération des phénomènes, « climatique » parce que la température moyenne à la surface de la planète augmente, et la croissance des émissions depuis 2000 dépasse celle des pires scénarios initialement imaginés par le GIEC²¹.

Comme le démontre le graphe 4 ci-contre, il y a, selon Daniel Delestré, expert au Réseau Action Climat – France (RAC-F)²², « une évidence croissante du lien entre l'augmentation de la production des biens et des services, et des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment de CO₂ »²³, ceci tant au niveau national qu'au niveau global. Une nouvelle étude américaine confirme ainsi que la croissance économique est le premier facteur influent des émissions mondiales de CO₂. Cette nouvelle étude démontre l'étroite corrélation existant entre ces deux paramètres, de 1960 à 2010²⁴.

Enfin, impossible d'évoquer le dépassement de la bio-capacité et la crise climatique sans aborder l'épuisement des ressources, dont la plus emblématique est probablement le pétrole.

Le graphe ci-contre montre la production mondiale de pétrole par grande région productrice, de 1930 à 2050. Le pic devrait être passé pendant la période 2000-2020. Selon les analystes de l'Association for the Study of Peak Oil and Gas (ASPO)²⁵, il l'aurait probablement été lors de la crise financière des années 2008-2009.

Aujourd'hui, le résultat environnemental du modèle productiviste est donc celui de l'essoufflement et de l'épuisement : de l'augmentation de la richesse, du bien-être social et des ressources. La communauté scientifique internationale reconnaît que l'Homme est devenu capable de modifier son environnement. Cette influence sur l'écosphère terrestre s'opère depuis la Révolution industrielle et elle porte un nom, grâce à Paul Crutzen, prix Nobel de chimie en 1995, qui parla dès 2000 de l'« anthropocène ».

Nous étions depuis 10 000 ans dans l'ère de l'holocène, une période à température suffisamment chaude et stable pour que l'Homme développe l'agriculture, l'industrie et se sédentarise. Dans leur ouvrage paru début 2011, « Voyage dans l'Anthropocène : cette nouvelle ère dont nous sommes les héros »²⁶, le glaciologue Claude Lorius et le journaliste Laurent Carpentier expliquent ainsi comment l'Homme, au cours des derniers siècles, a modifié l'atmosphère, mais aussi la biosphère (l'ensemble du vivant), l'hydrosphère (les cycles et la qualité de l'eau) et la lithosphère (la croûte terrestre).

19/ *Climate change as a scale sustainable problem*, Santa-Barbara Family Foundation, une analyse disponible à l'adresse : <http://www.sustainable-scale.org/areasofconcern/ClimateChange/ClimateChangeandScale/ScaleProblem.aspx>

20/ Association for the Study of Peak Oil and Gas (ASPO), (2004), *www.aspo.be* et disponible à l'adresse : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Production-petrole-prevue.png>

21/ Voir à ce sujet Point Sud n°4, Véronique Rigot et Nicolas Van Nuffel, *La Justice climatique... à l'épreuve des négociations internationales*, <http://www.cncd.be/La-Justice-climatique-a-l-epreuve>

22/ www.rac-f.org

23/ À titre d'exemple, une des mesures phares proposées par la commission pour la libération de la croissance française, *Développer le Low Cost aérien* (décision N°104), favorisait inmanquablement l'augmentation des émissions de CO₂, en contradiction avec les objectifs du Grenelle. Voir Rapport de la Commission pour la libération de la croissance française (2008) : <http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/084000041/0000.pdf>

24/ *Global warming: New Research Blames Economic Growth*. Science Daily, May 1 2012. <http://www.sciencedaily.com/releases/2012/05/120501134327.htm>
Climate change and the world economy : short-run determinants of atmospheric CO₂. Environmental Science & Policy. 2012; 21:50 DOI : <http://dx.doi.org/10.1016/j.envsci.2012.03.008>

25/ Association for the Study of Peak Oil and Gas <http://www.aspo.be/>

26/ Lorius, C. et Carpentier, L., *Voyage dans l'anthropocène*, Actes Sud, janvier 2011 : <http://www.actes-sud.fr/catalogue/societe/voyage-dans-l-anthropocene>

3/ les crises multiples questionnent la croissance

Ce modèle de développement productiviste est aujourd'hui en crise. Derrière les crises qui se multiplient et qui démontrent certaines corrélations, ce sont les fondements du modèle qui sont en cause : la crise est systémique. Parmi les crises récemment avérées, citons d'abord la crise financière de l'année 2008, qui est devenue crise économique par contagion à l'économie réelle, et dont l'instabilité reste encore très prégnante.

Les crises alimentaires régionales, en particulier en Afrique subsaharienne et au Maghreb, ont été la source de grandes mobilisations, voire l'élément déclencheur du renversement de certains régimes politiques en place.

La crise environnementale et, en particulier, la crise climatique, même si elle attire moins le regard des journalistes aujourd'hui que lors du *momentum* de Copenhague, est une manifestation concrète de l'urgence de repenser notre modèle pour respecter les écosystèmes planétaires.

La crise sociale, terme pudique pour exprimer tout le malaise des hommes et des femmes de notre époque, révèle les approfondissements, au Nord, au Sud, comme entre le Nord et le Sud, du fossé entre les riches et les pauvres, et ceci même au sein de notre îlot de bien-être mondial relatif qu'est l'Europe.

La crise des finances publiques se vit maintenant en Europe et révèle tantôt des prises de risques, tantôt des manques de rigueur et de vision à long terme de nos élus politiques, et derrière eux, les défaillances de notre système démocratique.

La crise de la gouvernance mondiale révèle l'essoufflement d'un système multilatéral dont les difficultés ont certes toujours existé, mais qui s'aggrave depuis quelques années à essayer de trouver, au cœur de cycles infinis de négociations, le consensus international entre des intérêts nationaux et régionaux, publics et privés, dont les divergences sont exacerbées par ces crises multiples.

Et enfin, une crise de sens, fondamentale, par rapport au système en place. Cette crise de sens touche à des degrés divers les citoyens que l'on dit « anesthésiés » par la publicité et les modes de vie faciles, au Nord, et les citoyens piégés dans une lutte quotidienne pour la survie, au Sud. Une crise de sens internationale relayée par la convergence de mouvements sociaux et environnementalistes qui défendent la vision d'un autre monde et, d'abord et avant tout, plus de respect pour l'humain et la nature.

Ces crises qui se multiplient se vivent différemment selon les régions du monde, les régimes politiques en place et les conditions de vie socio-économiques et culturelles. Pourtant, comme le montre l'exemple de la crise climatique, elles se vivent plus difficilement dans les pays les moins développés, car la résilience, c'est-à-dire la capacité de récupération et d'adaptation (cf. *infra*), y est moins forte.

Il est ainsi avéré dans le dernier rapport spécial du Groupe intergouvernemental des experts sur l'évolution du climat (GIEC) consacré aux événements climatiques extrêmes²⁷, que les effets des changements climatiques sont bien plus conséquents pour les pays vulnérables, à savoir majoritairement des pays moins avancés, des petites îles ou des pays africains. Il est frappant de constater que la carte de l'adaptation aux effets du réchauffement global correspond à celle du monde en développement.

Deux rapports ont marqué le questionnement de la croissance. Le premier a été commandé par le Club de Rome²⁸ à quatre experts du Massachusetts Institute of Technology (MIT) en 1972, et posait la question : « Halte à la croissance ? ». Le rapport remis par les experts, intitulé en anglais « The Limits to Growth » répondait clairement à la question en prônant une réorientation du modèle et en évoquant à demi-mots une possible croissance zéro.

Quinze ans plus tard, en 1987, le rapport Brundtland définissait le développement durable et abordait la nécessité de modifier la qualité de la croissance : « Le développement durable, c'est autre

La question du « pour ou contre la croissance » s'avère une question secondaire si l'on considère que l'important est la qualité de vie.

chose qu'une simple croissance. Il faut en effet modifier le contenu même de cette croissance, faire en sorte qu'elle englobasse moins de matières premières et d'énergie et que ses fruits soient répartis plus équitablement. »²⁹

Depuis quelques années, l'émergence d'une multitude d'études, de modèles, de mouvements se définissant comme politiques ou non qui questionnent la croissance et ce modèle de développement se présente comme une réaction à ces limites du système.

Ces courants de pensées remettent en question le modèle, par le biais d'approches différentes. Les mouvements altermondialistes, au sens large, regroupent les ONG et associations qui portent une vision et un discours politique, et se positionnent en contre-pouvoir international. D'autres mouvements, politiques ou non, se partagent la réflexion sur la manière d'améliorer le modèle, voire d'en changer, pour les plus radicaux: les mouvements sont divers, dont la décroissance, les théories sur la croissance zéro et la durabilité, la réflexion pour un monde post-croissance, les mouvements pour la simplicité volontaire, la sobriété heureuse, le socialisme gourmand, le *buen vivir*, la réflexion des économistes atterrés, ou encore les mouvements de la Transition.

Les mouvements écologistes ont pris les lunettes de l'environnement planétaire pour questionner la croissance. Selon André Meunié, économiste à l'Université Bordeaux IV: « Il y a, sans ambiguïté, une limite écologique globale à la quantité de richesses matérielles accumulables et elle est d'ores et déjà largement dépassée. La croissance économique au niveau planétaire risque d'être condamnée alors même qu'elle reste incontournable dans les pays émergents. La maîtrise de son contenu matériel dans les pays riches (...) devient alors un axe central de l'intégration de la contrainte environnementale si l'on accepte de prendre au sérieux les problèmes de pollution en même temps que l'on reste prudent sur les capacités du progrès technologique. Ce dernier doit être utilisé en priorité à réduire au maximum l'impact environnemental du développement des pays du Sud. »³⁰

Pour d'autres mouvements, l'angle choisi est ancré dans la dimension locale et s'appuie sur les incohérences du système vécu au quotidien : ainsi, les mouvements de la Transition, conscients des effets de l'atteinte du pic du pétrole, prônent une réflexion qui démarre avant tout par un scénario de descente énergétique et le renforcement de la résilience.

In fine, la question du « pour ou contre la croissance » s'avère une question secondaire si l'on considère que l'important est la qualité de vie. Comme le souligne le rapport Brundtland, la croissance comme la décroissance peuvent en effet avoir des impacts sociaux et environnementaux positifs ou désastreux. Par contre, la croissance a presque systématiquement un impact positif sur le profit à court terme d'acteurs économiques, ce qui justifie qu'elle reste défendue comme référence suprême par ceux qui influencent la décision politique. Tant que ces acteurs influents domineront le rapport de force, le « tout à la croissance » aura encore de beaux jours devant lui.

27/ GIEC, « Rapport spécial sur la gestion des risques de catastrophes et de phénomènes extrêmes pour les besoins de l'adaptation au changement climatique », 2012 https://www.ipcc-wg1.unibe.ch/srex/downloads/SREX_SPM_French.pdf

28/ Le Club de Rome est un groupe de réflexion international réunissant des scientifiques, des économistes, des fonctionnaires nationaux et internationaux, ainsi que des industriels de 53 pays : <http://www.clubofrome.org/>

29/ Commission des Nations Unies sur l'environnement et le développement, 1987, Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, disponible sur Wikisource : http://fr.wikisource.org/wiki/Notre_avenir_%C3%A0_tous_Rapport_Brundtland_citation_extraite_du_Chapitre_III_Les_imp%C3%A9ratifs_strat%C3%A9giques

30/ Centre d'économie du développement (2004), *Controverses autour de la courbe environnementale de Kuznets*, André Meunié, disponible à l'adresse : <http://ged.u-bordeaux4.fr/ceddt107.pdf>

B/ L'ÉCONOMIE VERTE, FAUSSE BONNE SOLUTION

1/ ce qu'est l'économie verte

En cette année 2012, l'économie verte est en haut de l'agenda international. Force est de constater que les convaincus du *business as usual* sont aujourd'hui les plus forts. Ainsi, la conférence de Rio+20, réunion politique internationale, a choisi de mettre en évidence la question économique comme l'un des deux thèmes de la conférence: « l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté ». L'autre thème est proprement politique et concerne la définition du « cadre institutionnel international pour le développement durable »³¹.

Même si les organisateurs et certains négociateurs, dont la Belgique, insistent sur l'entière de l'intitulé de la première thématique « l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté », la seconde partie de la phrase a tendance à disparaître rapidement. Le discours dominant est clairement centré sur l'économie verte, et non en faveur de la construction de sociétés résilientes telles que Meadows³² ou Hopkins³³ l'encouragent (voir *infra*, « durabilité ou résilience? »). Certains vont même jusqu'à définir l'économie verte comme le « nouveau paradigme » auquel la transition doit nous préparer.

L'économie verte reste un concept flou aux yeux de nombreux acteurs de la société civile, politiques et même au sein du monde des entreprises. Le concept apparaît dans les discours à la fin des années 2000 et se profile comme une solution aux crises économique et climatique. Selon Corinne Gendron, titulaire de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable à l'Université de Québec à Montréal, l'économie verte est une théorie apportée en 1995 par l'Américain Michael Porter: « L'hypothèse Porter suppose qu'une réglementation sévère en environnement entraînerait plus d'innovations, donc plus de compétitivité »³⁴.

L'économie verte doit être distinguée de l'économie de l'environnement, branche de l'économie qui se développe dès le début des années '70 avec l'émergence de la conscience écologique et

qui cherche à intégrer les externalités sur l'environnement au cadre de l'économie classique. Elle doit aussi être distinguée de l'économie écologique, branche de l'économie qui étudie, en lien étroit avec l'écologie, les interdépendances entre sociétés et écosystèmes.

Le concept d'économie verte, a pourtant une référence internationale: il a été amplement défini par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT) dans un rapport publié en 2011 et intitulé «Vers une économie verte: pour un développement durable et une éradication de la pauvreté »³⁵.

La définition de l'économie verte proposée par le PNUE est celle d'« une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources »³⁶. Constatant l'échec de l'économie brune³⁷ face à la marginalisation sociale et à l'épuisement des ressources, le PNUE affirme que « la réalisation du développement durable dépend presque entièrement d'une bonne approche économique »³⁸, bien qu'il concède que le concept d'économie verte ne remplace pas le développement durable.

Derrière cette définition, le PNUE définit des conditions nécessaires: « La transition vers une économie verte requiert de réunir des conditions favorables spécifiques qui relèvent du domaine des réglementations, des politiques, des subventions et des mesures incitatives nationales, du marché international, et des accords de commerce et d'aide »³⁹. Le renforcement des instances de gouvernance internationale est également encouragé, et la question du financement de la transition vers une économie verte fait l'objet d'une grande attention.

Une des propositions du PNUE serait d'investir 2% du PIB annuel, soit un peu plus de 1300 milliards de dollars par an, dans

dix secteurs-clefs, tout en cherchant à atteindre des objectifs précis. Les dix secteurs sont : l'agriculture, le logement, l'énergie, la pêche, la foresterie, l'industrie, le tourisme, les transports, les déchets et l'eau. Pour l'agriculture par exemple, l'objectif est d'« augmenter les niveaux de nutrition à 2800-3000 Kcal/personne d'ici 2030 (et les maintenir) ». Pour les déchets, « réduire la quantité de déchets allant dans les centres d'enfouissement d'au moins 70% ». Pour l'eau, « atteindre les OMD en diminuant de moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'eau et à l'assainissement d'ici 2015, et réduire les intensités d'usage (sans objectif quantitatif) »⁴⁰.

Sans entrer à ce niveau dans de plus longues analyses, ces objectifs sont globalement peu précis dans leur définition : il n'y a par exemple pas d'échéance pour l'atteinte de l'objectif sur les déchets. Ils sont très généraux, voire volontairement peu ambitieux (volonté de ne pas fixer l'objectif quantitatif pour l'intensité d'usage de l'eau, par exemple), ce qui reflète les faiblesses du PNUE.

Bien qu'il cherche à définir des pistes d'action précises, l'objectif premier du rapport du PNUE est de « vendre » le concept d'économie verte. Les principales conclusions sont ainsi un catalogue de bienfaits supposés d'une transition vers l'économie verte : reconnaissance de la valeur du capital naturel et intérêt d'y investir, rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté, création d'emploi et renforcement de l'équité sociale, substitution des énergies renouvelables et technologies à faible intensité carbone aux combustibles fossiles, utilisation plus rationnelle des ressources et efficacité énergétique, assurance de conditions de vie urbaines plus durables et mobilité à faible taux d'émission carbone, et enfin, croissance plus rapide que l'économie brune tout en entretenant et en restaurant le capital naturel.

Enfin, le rapport s'adresse clairement aux moins convaincus. Selon ses propres termes introductifs, « le rapport (...) vise à démystifier

plusieurs idées fausses sur les principes économiques du verdissement de l'économie mondiale », notamment l'inévitable compromis qu'il faudrait faire entre durabilité environnementale et progrès économique, ou encore sur le fait que l'économie verte serait « un luxe que seul les pays riches peuvent s'offrir ou, pire encore, une approche imposée par les pays industrialisés pour freiner le développement et maintenir les pays en développement dans la pauvreté »⁴¹. Le message est clairement adressé aux pays du Sud qui s'opposaient à l'inscription de l'économie verte comme l'un des deux thèmes officiels de la Conférence Rio+20, y voyant l'agenda des pays industrialisés.

31/ Voir à ce sujet la deuxième partie de la présente étude

32/ Dennis L. Meadows est l'un des quatre auteurs du rapport *Halte à la croissance* publié par le Club de Rome en 1972

33/ Rob Hopkins est le père du mouvement des Villes en Transition

34/ Gendron, C. (2012), *L'économie verte et l'hypothèse Porter, vous connaissez ?*, <http://synapse.uqac.ca/2012/corinne-gendron-et-leconomie-verte-lhypothese-porter-vous-connaissiez/>

35/ PNUE, *Vers une économie verte : pour un développement durable et une éradication de la pauvreté*, Synthèse à l'intention des décideurs, 2011, disponible à l'adresse : http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/ger/GER_synthesis_fr.pdf

36/ *Ibid.*, p.2

37/ Il est particulièrement difficile de trouver une définition scientifique, en français comme en anglais, à ce concept d'« économie brune » qui paraît être la référence par rapport à laquelle l'économie verte se définit, notamment aux yeux du PNUE. Le concept semble plus en vogue dans les milieux anglo-saxons.

38/ *Ibid.*

39/ *Ibid.*

40/ *Ibid.*, p.40

41/ *Ibid.*, p.3

2/ ce que n'est pas l'économie verte

Un nombre croissant de mouvements sociaux s'opposent à l'économie verte, dont le terme même omet la dimension sociale inhérente au développement durable. Le PNUE s'en défend en répétant sa vision « pour l'amélioration du bien-être humain et l'équité sociale » (voir définition ci-dessus) et en expliquant que le processus de définition a été mené de façon étroite avec l'OIT et les syndicats internationaux.

À nos yeux, l'économie verte définie par le PNUE est effectivement sociale, elle intègre l'agenda de la transition juste⁴² définie par les syndicats : création d'emplois verts, investissement dans la formation, l'éducation et le renforcement des capacités, etc.

Par contre, la vision du PNUE ne remet pas en question l'impact de nos modes de consommation et de production. Or, c'est une réflexion intrinsèque à la définition du développement durable, qui se trouvait inscrite dans le rapport Brundtland en 1987, mais aussi explicitement définie dans le plan d'action de Johannesburg en 2002 : revoir nos modes de production et de consommation pour plus de durabilité (sustainable consumption and production – SCP).

Si la faiblesse du PNUE ressort clairement dans ses propositions concrètes (notamment la volonté de ne pas poser de limites quantitatives à l'usage des ressources), c'est surtout l'absence de remise en question des fondements du modèle productiviste qui tue le concept d'économie verte. Peut-on en effet se contenter de la mise en évidence des dimensions sociale et environnementale dans un modèle de développement économique qui ne se remet pas fondamentalement en question? « C'est mieux que rien », diront les uns. « C'est mettre un plâtre sur une jambe de bois », diront les autres.

Le défaut fondamental du concept d'économie verte n'est pas à chercher bien loin : c'est le pilier économique qui en est le centre. L'économie verte sélectionne parmi les enjeux pressants, identifiés

par le développement durable, ceux auxquels peut être proposée une solution économiquement profitable (par exemple, la privatisation du capital naturel, l'investissement dans les énergies renouvelables ou dans l'efficacité énergétique) mais sans remettre fondamentalement en question les modes de consommation et de production (les besoins énergétiques démesurés, les émissions de déchets, etc.) et sans dénoncer les effets rebond⁴³ des mesures prises. Derrière la perspective de la création de nouveaux emplois verts, le concept se targue d'avoir passé deux couches de peinture – sociale et environnementale – sur le modèle productiviste, mais échoue à se poser les bonnes questions.

3/ le cheval de Troie

Ce concept d'économie verte laisse la porte ouverte à toutes les interprétations en l'absence de force de la part du PNUE pour le promouvoir. C'est, de plus, un aveu de faiblesse des Nations Unies, institution politique internationale, d'avoir accepté d'accorder autant d'espace au pilier économique. Si l'on peut y lire la preuve de la force des pays industrialisés face à la réticence des pays les moins avancés, c'est surtout la force des grands lobbys industriels et financiers qu'il faut dénoncer. Aussi, le concept d'économie verte s'apparente à un cheval de Troie dans l'enceinte politique internationale.

Ce cheval de Troie s'est engouffré progressivement depuis quelques décennies dans l'enceinte politique : les grandes entreprises ont eu une emprise croissante sur les Nations Unies. Celle-ci s'est révélée au grand jour avec la signature du Global Compact⁴⁴, un contrat qui lie l'institution internationale aux grands acteurs économiques mondiaux. Présentée à l'avantage des Nations Unies comme une « initiative politique stratégique pour les entreprises qui s'engagent à aligner leurs activités et leurs stratégies avec 10 principes universellement acceptés dans le domaine des droits humains, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption »⁴⁵, mais sans le moindre mécanisme

Le concept d'économie verte se targue d'avoir passé deux couches de peinture – sociale et environnementale – sur le modèle productiviste mais échoue à se poser les bonnes questions.

convaincant de contrôle sur le respect de ces principes ou de sanction, ce lien n'en est pas moins gage de dépendance en retour, par le biais de défense d'intérêts et de contributions financières à certains programmes.

Ces liens de plus en plus intriqués entre les grandes entreprises et les Nations Unies sont dénoncés par la société civile internationale. Parmi les préoccupations exprimées dans une pétition récente⁴⁶, le constat de voir de plus en plus de politiques onusiennes qui ne servent pas nécessairement l'intérêt public mais qui soutiennent avant tout les intérêts commerciaux des grandes entreprises ou de secteurs d'affaires.

Selon les auteurs de la pétition, les milieux d'affaires ont gagné en influence sur les Nations Unies, ce qui leur a permis d'être reconnus comme 'major group'. Or les grandes entreprises disposent de moyens beaucoup plus conséquents que la société civile pour influencer les négociations, et bien souvent, ils sont bien plus nombreux que les délégations de la société civile.

Le lobbying des entreprises aux négociations onusiennes bloque la prise de décisions effectives face, par exemple, à des problèmes tels les changements climatiques. C'est ce qu'a démontré le Climate Action Network Europe (CAN) dans un rapport publié fin 2010 et intitulé « Caught ! EU companies funding climate legislation blockers in the US Senate »⁴⁷.

Toujours selon les auteurs de la pétition, de nombreuses agences des Nations Unies, dont l'UNICEF, le PNUD, l'OMS et l'UNESCO, ont établi des partenariats avec de grandes multinationales. Le PNUD⁴⁸ a quant à lui établi des partenariats avec ExxonMobil, Rio Tinto, Anglo American et Shell, qui sont tous impliqués dans des faits d'atteinte aux droits humains et à la biodiversité. Coca-Cola et le PNUD ont également construit un partenariat pour la protection des ressources en eau.

Non seulement ces partenariats entament la crédibilité des Nations Unies, mais en plus, ils minent ses capacités et sa volonté de réguler le secteur privé lorsqu'il est impliqué dans des violations de droits humains, environnementaux ou sociaux, et enfin ils aident les grandes entreprises à améliorer leur image et leurs profits.

42/ La transition juste est un concept défini par l'organisation internationale du travail en collaboration avec les syndicats internationaux. http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_dialogue/@actrav/documents/publication/wcms_153350.pdf

43/ L'effet rebond, en économie, désigne « l'augmentation de consommation liée à la réduction des limites à l'utilisation d'une technologie ». Il a été défini par Schneider, F. (2003), *The Ecologist*, Vol 4, n°3, p.45 http://decroissance.free.fr/Schneider_J_Ecologiste.pdf Par exemple, la consommation des voitures en essence par 100 km diminue en continu depuis des années mais les ventes de voitures augmentent tellement que la consommation globale d'essence augmente également. L'augmentation de l'efficacité ne peut donc être au mieux qu'une partie de la solution pour limiter la consommation de ressources.

44/ <http://www.unglobalcompact.org/>

45/ *Ibid.*

46/ Ces préoccupations sont relayées dans une pétition internationale établie en 2012 à l'initiative de l'ONG Friends of the Earth international : *END corporate capture of United Nations*, le texte est disponible à l'adresse : <http://www.foei.org/en/get-involved/take-action/end-un-corporate-capture> Le CNCD-11.11.11 a signé cette pétition et soutient pleinement le message porté dans ce texte.

47/ Climate Action Network, (2010), disponible à l'adresse : www.climnet.org

48/ Ce Programme des Nations Unies pour l'environnement est « financé sur la base de contributions volontaires des États, (...) ne dispose pas des moyens de réaliser ses missions et a vu ses compétences dispersées entre plusieurs organisations de l'ONU », Pollet, JF. (2012), *Urgence écologique*, Imagine, mai-juin 2012, p.29

C/ LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, TENTATIVE DE SOLUTION

1/ ce qu'est le développement durable

Le développement durable va au-delà de l'économie verte, il est né, non pas de la volonté de réconcilier l'environnement et le développement, mais bien de les lier. À la suite des chocs pétroliers des années '70 et lors de la décennie '80, le monde a progressivement pris conscience des lacunes environnementales⁴⁹ du modèle et de l'importance de prendre en compte l'environnement dans les préoccupations socio-économiques.

En 1992, vingt ans après la première conférence sur l'environnement, les Nations Unies organisent la première conférence internationale consacrée à l'environnement et au développement,

le Sommet de la Terre, à Rio de Janeiro (Brésil). Les chefs d'État et de gouvernement présents adoptent une déclaration de 27 principes⁵⁰. Ceux-ci définissent le développement durable et les Agendas 21 cherchent à les faire atterrir dans la vie de tous les jours des citoyens de l'ensemble de la planète.

Le concept de développement durable était né quelques années plus tôt, en 1987, dans le Rapport Brundtland⁵¹, du nom d'une commission chargée par les Nations Unies de réfléchir à l'avenir de la planète. Le rapport « Notre avenir à tous » consacre un chapitre à la définition du développement durable.

ENCADRÉ 2

EXTRAITS DU DISCOURS DE SEVERN SUZUKI⁵², AU SOMMET DE LA TERRE, 1992

« En venant ici aujourd'hui, je le fais sans aucune intention cachée. Je me bats pour mon avenir – car si je perds mon avenir, ce n'est pas comme si l'on perdait une élection ou quelques points à la bourse. Je suis venue ici pour parler au nom de toutes les générations futures.(...) Je ne suis qu'une enfant et je n'ai pas toutes les solutions mais je voudrais que vous compreniez que vous non plus ! Vous ne savez pas combler les trous dans la couche d'ozone. Vous ne savez pas comment faire nager un saumon à contre-courant dans un fleuve pollué. Vous ne savez pas comment faire revenir un animal disparu. Et vous ne pouvez pas non plus faire revenir les forêts qui jadis se trouvaient là où aujourd'hui est le désert. Si vous ne savez donc pas comment réparer tout ça, alors, s'il vous plaît, arrêtez de tout détruire ! (...) Ici vous êtes peut-être des délégués de votre gouvernement, des hommes d'affaires, des organisateurs, des reporters ou des politiciens – mais en réalité vous êtes des mères et des pères, des frères et des soeurs, des tantes et des oncles – et vous êtes tous l'enfant de quelqu'un.(...) On produit beaucoup de déchets dans mon pays, nous achetons et nous jetons, achetons et jetons et, malgré tout, les pays de l'hémisphère nord ne sont pas prêts à partager avec ceux qui sont dans le besoin. Même si nous avons suffisamment nous avons quand même peur de perdre un peu de notre richesse, nous avons peur de partager. (...) Je ne suis qu'une enfant mais je sais qu'en utilisant tout l'argent dépensé pour la guerre on mettrait fin à la pauvreté et on trouverait des réponses à la pollution – Quel endroit merveilleux serait cette terre ! (...) Vous décidez dans quel monde nous allons grandir. Les parents devraient être en mesure de rassurer leurs enfants en disant « Tout ira bien », « nous faisons du mieux que nous pouvons » et « ce n'est pas la fin du monde ». Mais je crains que vous ne puissiez plus nous dire cela. En fait, comptons-nous encore parmi vos priorités ? Mon père disait toujours : « Tu es ce que tu fais, non pas ce que tu dis ». Eh bien, ce que vous faites me fait souvent pleurer la nuit. Les adultes disent qu'ils nous aiment. Je vous en supplie : S'il vous plaît, conformez vos actes à vos paroles ! »

Un monde où la pauvreté et l'injustice sont endémiques sera toujours sujet aux crises écologiques et autres. *Rapport Brundtland*

La première préoccupation est celle du développement pour tous : « Le principal objectif du développement consiste à satisfaire les besoins et aspirations de l'être humain. Actuellement, les besoins essentiels de quantité d'habitants des pays en développement ne sont pas satisfaits : le besoin de se nourrir, de se loger, de se vêtir, de travailler. Qui plus est, au-delà de ces besoins essentiels, ces gens aspirent – et c'est légitime – à une amélioration de la qualité de leur vie. Un monde où la pauvreté et l'injustice sont endémiques sera toujours sujet aux crises écologiques et autres. Le développement durable signifie que les besoins essentiels de tous sont satisfaits, y compris celui de satisfaire leurs aspirations à une vie meilleure. »

La seconde préoccupation est celle des modes de consommation : « (...) Pour assurer un développement durable, il faut toutefois promouvoir des valeurs qui faciliteront un type de consommation dans les limites du possible écologique et auquel chacun peut raisonnablement prétendre. »

La troisième concerne la croissance : « Le développement durable nécessite de toute évidence la croissance économique là où ces besoins ne sont pas satisfaits. Ailleurs, développement et croissance économique sont compatibles, à condition que le contenu de celle-ci respecte les principes que sont la durabilité et la non-exploitation d'autrui. Mais, à elle seule, la croissance ne saurait suffire. En effet, une forte productivité peut tout à fait coexister avec la plus grande indigence, et l'environnement ne peut qu'en pâtir. »

Les pressions démographiques, les risques liés à l'usage des technologies, les interventions de l'homme dans les écosystèmes à l'occasion d'activités de développement, les risques de la surexploitation des sources d'énergie non-renouvelables, des matières premières, de l'eau ou encore du sol sont également abordés, illustrés d'exemples et posent les prémices du principe de précaution.

Bien que déjà âgé de 25 ans, ce rapport, empreint d'objectivité, documenté et réfléchi, est d'une grande clairvoyance quant à la réalité du modèle de développement et aux solutions à lui apporter.

Le développement durable est souvent synthétisé par ces mots : « Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. » Cette définition est porteuse d'une double valeur de solidarité : spatiale (le développement est pour toutes et tous, partout) et inter-générationnelle (aujourd'hui, sans compromettre celui des générations futures).

Les deux concepts inhérents à la définition passent cependant souvent à la trappe :

- le concept de « besoins » essentiels des plus vulnérables ;
- nos limites techniques et sociétales pour répondre aux besoins actuels et à venir.

Enfin, la durabilité est schématisée à l'intersection de trois cercles représentant l'environnement, le social et l'économique.

49/ La prise en compte des lacunes sociales du modèle productiviste sont bien antérieures. Elles remontent aux mouvements sociaux de la fin du 19^e siècle.

50/ Nations Unies, 1992, *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* : <http://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm>

51/ Commission des Nations Unies sur l'environnement et le développement (1987), Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, disponible sur Wikisource : http://fr.wikisource.org/wiki/Notre_avenir_%C3%A0_tous_-_Rapport_Brundtland

Toutes les citations de cette section sont issues de ce même rapport.

52/ Le discours est intégralement disponible en vidéo sur youtube ou à cette adresse : <http://antoine.michelot.free.fr/spip.php?article1038>

Le concept de développement durable a les défauts de ses qualités : il reflète la diversité et la complexité de notre monde.

2/ ce que n'est pas le développement durable

Le développement durable souffre de nombreuses critiques, et comme pour l'économie verte, le concept reste flou aux yeux de nombreux acteurs, ONG, politiques et au sein du monde des entreprises. Si le concept émerge grâce à une définition internationale, appuyée par des principes universellement applicables, et opérationnalisée par des Agendas 21 qui doivent permettre de le rendre concret à tous les échelons nationaux et sub-nationaux, il n'en est pas moins que le développement durable reste « gazeux », pour reprendre le terme de Pierre Radanne⁵³.

Très rapidement, des critiques ont émergé sur l'absence de prise en considération des 4^e et 5^e piliers du développement durable, qui seraient ceux du culturel et du politique, dont l'importance est par ailleurs affirmée dans le rapport Brundtland. La représentation des cercles elle-même pose question aussi, comme nous le verrons au point 3.

Le développement durable n'est certes pas un concept clair, facile à appréhender et à mettre en œuvre. Pour preuve, au niveau gouvernemental, au niveau académique, et parmi les associations de la société civile, le nombre de personnes toujours croissant depuis vingt ans, qui s'attèlent à définir concrètement les indicateurs d'un développement durable et les changements politiques nécessaires pour les atteindre. Ce sont des travaux lourds, complexes, et les deux mots « développement durable » ne constituent pas une formule magique mais bien un concept extensivement développé.

Le concept a pour ainsi dire les défauts de ses qualités : il reflète la diversité et la complexité de notre monde ! Attention au développement « durable » qui se présente comme « l'antidote du développement », selon les mots de Pierre Rabhi : « Ce nouveau mythe risque de jouer le rôle d'une diversion bien plus que d'une vraie solution. (...) Tout le monde peut souscrire à cette idée qui risque de prendre les allures d'un os à ronger »⁵⁴.

^{53/} Pierre Radane est fondateur des Amis de la Terre France, a été président de l'ADEME en France, et est aujourd'hui Président de l'Association4D et du Collectif Rio+20

^{54/} Rabhi, P., (2011) *Manifeste pour la terre et l'humanisme*, Actes Sud, pp.52-53

3/ renforcer la durabilité ou prôner la résilience ?

Comme expliqué précédemment, le développement durable s'appuie sur trois piliers (social, économique et environnemental) et souffre de la critique de l'absence du culturel et du politique (bien que présent dans l'esprit de la définition) dans sa représentation. Les trois cercles croisés supposent que la durabilité, idéal qui se trouve au centre des trois cercles, est rarement atteinte. Par ailleurs, cette représentation suppose que l'on peut s'en passer puisqu'il y a une intersection entre les sphères économique et sociale, sociale et environnementale et économique et environnementale. On pourrait donc « tolérer » que l'une des trois dimensions ne soit pas présente.

Une définition de la durabilité dite « forte » a été établie en économie écologique pour remédier à cette faiblesse, qui propose de hiérarchiser les dimensions. Dans ses travaux, Aurélie Maréchal considère ainsi que toute action doit s'inscrire dans un cadre environnemental défini, qui sont les limites de la planète et de notre monde fini : « Étant donné la finitude de la planète, le capital naturel ne pourra jamais être remplacé complètement par du capital humain ou économique. Si l'on veut réellement maintenir des conditions de vie décente sur la terre dans le futur, c'est le maintien du capital naturel qui est prépondérant. »⁵⁶

Ceci étant dit, respectant ce cadre global, l'objectif est d'atteindre une amélioration du bien-être social, en se servant de l'éco-

nomie. D'une durabilité à la croisée des trois sphères, il s'agit donc de passer à la durabilité forte, où les sphères sont superposées comme le montre le graphique 6.

Cette définition de la durabilité forte recoupe les éléments centraux définis dans le plan d'action de Johannesburg en 2002 (Johannesburg Joint plan of implementation – JPoI) : assurer la justice sociale et le bien-être (à savoir éradiquer la pauvreté), à l'aide des moyens économiques (en revoyant nos modes de consommation et de production) et dans le respect et le retour aux limites environnementales de la planète (en veillant à préserver les ressources naturelles).

Elle correspond également à la définition sociétale d'autres experts qui s'intéressent à la transition, en particulier celle de Jean Gadrey,

⁵⁵/Allocution de Dennis Meadows, lors de la journée *Perspectives on Limits to Growth: Challenges to Building a Sustainable Planet* du 1^{er} Mars 2012, <http://www.clubofrome.org/cms/wp-content/uploads/2011/12/Final-print-Program-for-March-1.pdf>

⁵⁶/Maréchal, A., *Économie écologique : principes de base*, 2011, http://www.etopia.be/IMG/pdf/r8_marechal.pdf

ENCADRÉ 3

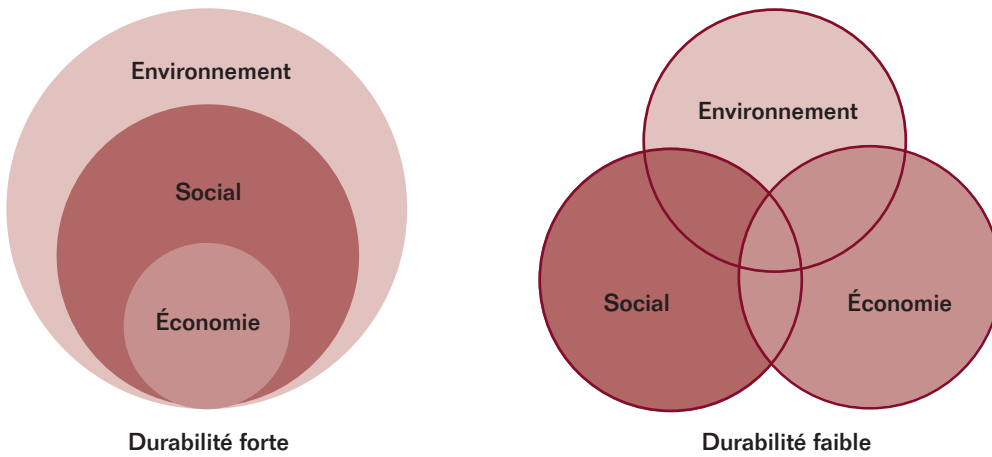
EXTRAIT DE L'ALLOCUTION DE DENNIS MEADOWS⁵⁵, MARS 2012

« It Is Too Late for Sustainable Development.

My formal remarks will have three goals: explain the essential and still unique contribution of our 1972 report to the Club of Rome, describe how my own understanding about the interaction of limits with physical growth on the planet has changed over the past 40 years, and justify my proposal that humanity's focus should now be more on resilience than on sustainability.

It is far too late to achieve sustainable development, as that term is commonly understood. A precipitous decline in resource and energy use is coming in the next decades, and the most important goal now is to adopt policies that will reduce its negative impacts on the values that are most important to us. »

GRAPHIQUE 6

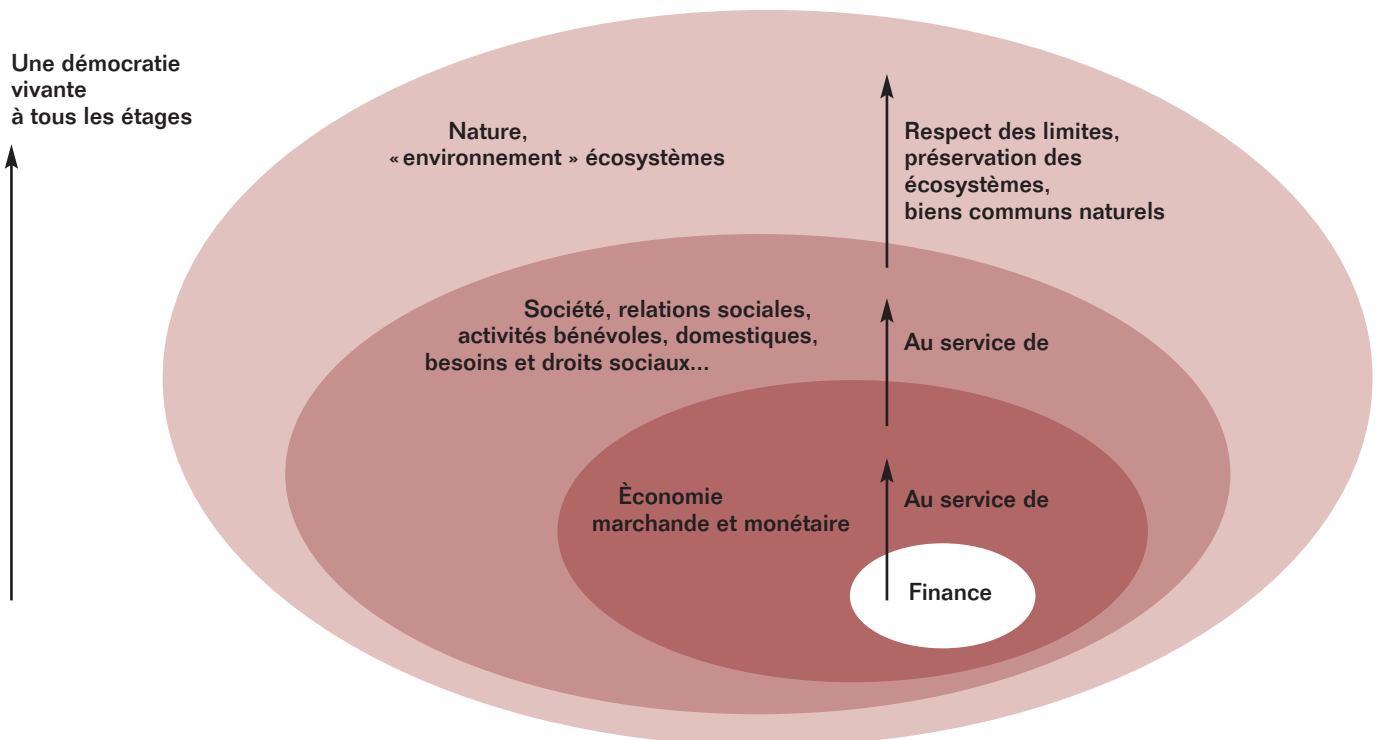


Source : Maréchal, A. (2011)

GRAPHIQUE 7

LE MONDE À L'ENDROIT ⁶⁰

Vision de plus en plus répandue dans la société civile depuis Rio 92



Source : Gadrey, J., (2012)

De plus en plus de voix s'élèvent désormais pour remettre en cause l'idée-même de durabilité.

économiste français ayant participé notamment aux travaux de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi⁵⁷. Dans un article⁵⁸ paru en mai 2012, Jean Gadrey définit le « monde à l'endroit », fonctionnant selon cette hiérarchie forte de la durabilité : l'économie au service de la société, dans le respect des limites environnementales.

Cependant, de plus en plus de voix s'élèvent désormais pour remettre en cause l'idée-même de durabilité : « Il est trop tard pour parler de durabilité »⁵⁹ disait Dennis Meadows début mars 2012 à l'occasion du 40^e anniversaire de la sortie du Rapport « The Limits to Growth ». Dennis Meadows était l'un des trois co-auteurs du rapport en 1972, ensuite actualisé en 1992 et 2004. Plus de trente ans après la publication de leur rapport, en 2004, les auteurs constataient amèrement que les mesures politiques nécessaires n'avaient pas été prises, ce qui leur faisait écrire dans leur préface « En conséquence, nous sommes plus pessimistes concernant le futur que nous l'étions en 1972 ».

Aujourd'hui, à l'occasion des quarante ans du rapport, c'est un nouveau livre qui est publié par l'un des trois auteurs, Jorgen Randers, assisté d'une équipe d'une trentaine de penseurs du Club de Rome. Intitulé « 2052: A Global Forecast for the Next Forty Years »⁶¹, le livre offre un constat alarmiste sur les perspectives futures, mêlant incapacité à s'attaquer au réchauffement global, croissance de l'extrême pauvreté et risque que notre processus d'adaptation aux limites de la planète soit trop lent, notamment en ce qui concerne le réchauffement planétaire dont les effets risquent de s'emballer dans la seconde partie du 21^e siècle.

Son auteur ne mâche pas ses mots⁶² : « Le capitalisme et nos démocraties sont court-termistes ». Dans la perspective où « nous ne pouvons nous attendre à ce que les marchés fonctionnent pour le bien-être de l'Humanité », il plaide pour une gouvernance forte et quatre mesures : réduire la croissance démographique dans les pays riches qui surconsomment et sur-polluent, réduire l'empreinte écologique dans les pays riches et arrêter de consommer des combustibles fossiles, construire un système moderne bas car-

bone dans les pays du Sud, pour les pays du Sud et avec l'argent du Nord, et enfin, arrêter de penser à court terme et envisager les impacts à long terme de nos actions, en pensant à nos enfants et surtout nos petits-enfants.

Pour y parvenir, il identifie quatre axes centraux : l'éducation, le respect, un système de gouvernance long-termiste et un système de redistribution équitable.

Le rapport de 1972 avait provoqué de nombreux débats sur la croissance économique et avait été, selon ses auteurs, mal interprété. Aujourd'hui, le Club de Rome vulgarise le contenu du rapport original, précisant qu'il ne parle pas strictement de croissance économique mais de la croissance en lien avec l'empreinte écologique globale sur la planète. Ce nouveau livre à l'horizon 2052 n'a pas créé tant de débats ni attiré tant d'attention qu'en 1972, peut-être en raison de son message profondément alarmiste. Dennis Meadows, dans une interview accordée à Pablo Servigne⁶³,

57/ Commission sur la Mesure de la Performance Économique et du Progrès Social <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/fr/index.htm>

58/ Gadrey, J., (2012), *De Rio 1992 à Rio+20 : le monde à l'endroit et le monde à l'envers*, disponible à l'adresse : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2012/05/22/de-rio-1992-a-rio20-le-monde-a-l-e2%80%99endroit-et-le-monde-a-l-e2%80%99envers/#more-355>

59/ Allocution de Dennis Meadows, lors de la journée *Perspectives on Limits to Growth: Challenges to Building a Sustainable Planet* du 1^{er} Mars 2012, <http://www.clubofrome.org/cms/wp-content/uploads/2011/12/Final-print-Program-for-March-1.pdf>

60/ *Loc. Cit.*

61/ <http://www.clubofrome.org/?p=703>

62/ Randers, J., allocution lors du lancement du livre *2052: A Global Forecast for the Next Forty Years*, 7 mai 2012, video disponible sur le site : <http://www.clubofrome.org/?p=703>

63/ Imagine, *Il faut construire rapidement de la résilience*, interview de Dennis Meadows, mai-juin 2012, pp.20-21

À travers la promotion de la résilience, ce sont les piliers de notre système actuel qui sont remis en question par le biais d'une remise en connexion avec la nature, par le renforcement du lien social, et par le questionnement de nos fondements économiques.

évoquait ainsi le caractère intrinsèquement négatif du terme « décroissance » qui n'aura donc « jamais aucune influence politique ». Plutôt que s'intéresser au développement durable (ou soutenable, en anglais), « l'Humanité devrait se concentrer sur la résilience. J'utilise le mot résilience car il a une signification précise », précise Meadows.

Cette idée de résilience fait son chemin depuis quelques décennies : elle provient des sciences, de la physique et de la biologie, mais depuis les années '70, elle est utilisée par les écologues, et depuis, elle a aussi été adoptée par les sciences humaines, la science économique, la psychologie, etc. « Construire la résilience est l'un des grands principes de la transition », explique Pablo Servigne⁶⁴. En écologie, la résilience est la capacité d'un écosystème à se régénérer après un choc (par exemple une forêt après un incendie), mais le concept s'applique également au niveau de la société, au niveau des communautés et des individus.

La résilience au niveau communautaire intéresse notamment les mouvements de la Transition en tant que « capacité d'une communauté à supporter des chocs et des tensions extérieurs sans perturbation significative »⁶⁵, comme la définit Rob Hopkins, initiateur de la réflexion et du mouvement. Dans son manuel de la Transition, il expliquait : « Une résilience accrue et une économie locale renforcée ne signifient pas l'édification de murailles autour de nos villes ni le refus d'y laisser entrer ou sortir quoi que ce soit. Ce n'est pas le rejet du commerce ni une sorte de retour à une version idyllique d'un passé imaginaire. Il s'agit plutôt d'être mieux préparés à un avenir plus sobre, plus autosuffisant et qui favorise ce qui est local au lieu de ce qui est importé »⁶⁶.

À travers la promotion de la résilience, ce sont les piliers de notre système actuel qui sont remis en question par le biais d'une

remise en connexion avec la nature, par le renforcement du lien social (de logiques de compétition, on passe à des logiques de coopération, voire de solidarité), et par le questionnement de nos fondements économiques (par exemple, la théorie des avantages comparatifs qui pousse à la spécialisation et à l'échange alors que la résilience promeut le renforcement des capacités d'adaptation par la diversité). La résilience va donc plus loin que le concept de développement durable.

L'idée du développement (développée au point 1) associée à un retard économique à rattraper et à une croissance économique à promouvoir, a fait son temps dans nos sociétés industrielles. Les limites avérées du modèle doivent permettre de réorienter le tir.

Enfin, l'idée du développement dans la conception de relations internationales de coopération et de solidarité, doit aussi évoluer. Car si chaque État a le droit au développement (conformément d'ailleurs au principe 3 de la Déclaration de Rio), il n'est plus question aujourd'hui de promouvoir la généralisation du modèle que nous avons construit, mais plutôt de promouvoir l'amélioration de bien-être et des conditions de vie sociale, économique, et environnementale, tout en préservant la richesse culturelle.

64/ Servigne, P., *La résilience : un concept-clé des initiatives de transition*, décembre 2011, une publication Barricade : www.barricade.be

65/ Hopkins, R., *The Transition Companion*, Transition books, 2011, p.78

66/ Hopkins, R., *Manuel de transition*, Ecosociété/silence, 2010, p.61

4/ la métamorphose

A/ LA TRANSITION SOCIO-ÉCOLOGIQUE

1/ construire des sociétés durables : la transition est en marche !

Pour les mouvements altermondialistes comme pour ceux de la Transition, la construction de sociétés durables s'articule entre deux niveaux : le local, partout sur la planète, et le mondial.

Une multitude d'initiatives concrètes et créatives ont émergé ces dernières années pour que l'alternative prenne forme au niveau local. Ainsi, la multiplication des groupes d'achat commun, groupes d'achats solidaires et coopératives d'achat comme de production et de vente questionnent le secteur de la distribution. Au niveau des biens alimentaires, les filières courtes et bio et l'agro-écologie. Au niveau de la gestion de l'énergie, la revalorisation du vélo et de la mobilité douce, le co-voiturage et les systèmes de voitures et de vélos partagés, ... Au niveau du lien social, les réductions de temps de travail, les relations interpersonnelles de voisinage, etc. Au niveau de la finance, les banques alternatives qui souhaitent rester petites et contribuer au soutien de projets éthiques et de proximité.

Et au niveau politique, la recherche de cohérence de l'ensemble des politiques au niveau des villes en transition, mais aussi la multitude de mouvements qui questionnent la croissance : sobriété heureuse, simplicité volontaire, socialisme gourmand, *buen vivir*, ...

L'ensemble de ces initiatives trouve un écho au niveau mondial, par le biais de mises en réseaux, grâce notamment aux facilités de communication et aux technologies de l'information. Ainsi, les préoccupations d'achat responsable prennent sens au niveau mondial par la réflexion autour d'un commerce international plus éthique, plus respectueux du social et de l'environnement, et en particulier, du commerce équitable (qui est bien souvent aussi bio).

La réflexion sur la production agricole prend un écho international par les positions du rapporteur spécial des Nations Unies pour le

droit à l'alimentation qui prône l'agro-écologie comme réponse à la faim et à l'extrême pauvreté, mais aussi comme technique simple pour accroître la résilience, notamment face aux changements climatiques.

Plusieurs villes en transition se sont mises en réseau afin de partager leurs expériences. La mobilité douce s'impose au quotidien, y compris pour les vacances et les voyages de long cours qui sont de plus en plus inscrits dans la durabilité et la responsabilité. Et enfin, les mouvements qui questionnent la croissance au niveau local prennent aussi en compte, pour la plupart, la dimension planétaire, insistant sur la nécessité de ne pas se couper du reste du monde et de la richesse de l'échange interculturel. Enfin, le questionnement des politiques de développement et de l'amélioration de bien-être a une résonance dans le monde entier.

2/ les conditions de la transition, du local au global

Si les initiatives de transition se multiplient, reste à passer le seuil critique du changement de paradigme. Alors que pour les grandes entreprises, le nouveau paradigme est l'économie verte, pour les mouvements altermondialistes, il s'agit de s'orienter vers un monde socialement juste et écologiquement soutenable, ancré dans le local, et dont les initiatives gagnent en force grâce à leurs interconnexions. Pour une partie des mouvements de la Transition, les changements dans les modes de vie sont déjà tellement inscrits dans le quotidien que la Transition elle-même devient le nouveau paradigme.

Selon l'analyse du chercheur Pablo Servigne à propos des mouvements de la Transition, « Pour la grande majorité des citoyens, c'est-à-dire ceux qui n'agissent pas au niveau national ou international, il s'agit désormais, en plus de voter et d'attendre, de reconstruire une démocratie hyperlocale en se réappropriant le levier communal et en construisant de la résilience pour la grande descente énergétique »⁶⁷.

Ainsi, comme l'explique Rob Hopkins, le mouvement des villes en transition a décidé de ne plus attendre. « Nous ne savons vraiment pas si la Transition va fonctionner. C'est une expérimentation sociale à très grande échelle. Voilà ce dont nous sommes convaincus : si nous attendons les gouvernements, ce sera trop petit et trop tard. Si nous agissons en tant qu'individus, ce sera trop petit. Mais si nous agissons en tant que communautés, ce sera juste assez, juste à temps »⁶⁸.

Les conditions pragmatiques de la Transition sont donc l'inscription dans l'action locale, en lien avec le global au sens large (aussi bien avec la politique qu'avec le national et l'international). Elle s'inscrit dans des réflexions individuelles qui gagnent en force en s'articulant au niveau communautaire. Elle s'appuie dans l'inscription en réseaux et la recherche de liens, mais aussi de cohérence, tout en apportant une importance spécifique au lien humain, au

relationnel. Enfin, elle s'inscrit dans une logique de décroissement et non de dé-mondialisation comme certains le craignaient, et elle est porteuse de valeurs qui ont été souvent mises de côté, voire oubliées, dans la sphère publique depuis la Révolution industrielle, notamment le partage, la solidarité et le respect.

La condition idéologique du renforcement de cette transition amorcée est la tenue d'un discours éminemment réaliste mais positif. Celui-ci doit s'appuyer sur des constats précis et documentés de la réalité de notre monde. Il doit valoriser les réponses positives, ou la recherche de réponses positives, face à ces constats, dans une dynamique de propagation des idées créatives et créatrices, une réponse à une situation problématique permettant parfois de faire émerger une idée pour une réponse à une autre situation problématique, liée ou non.

En mai 2011, à l'occasion d'une journée de réflexion autour de la transition écologique et sociale, Nicolas Van Nuffel, responsable du département de plaidoyer du CNCD-11.11.11, avait relevé quatre étapes nécessaires pour entamer la transition au niveau global⁶⁹ : financer, mieux allouer, accompagner et revoir la gouvernance.

En préalable, il faut être conscient des nécessités de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et la consommation de ressources naturelles, et donc la consommation d'énergie, les consommations de biens et les déplacements. Par contre, il faut accroître les énergies renouvelables, les échanges de savoirs et de savoir-faire, les relations sociales, les services (marchandisés ou non) et le « temps » des stratégies politiques (sans méconnaître la valeur essentielle du « temps démocratique »).

Financer, c'est-à-dire aller chercher l'argent là où il est. D'une part par une fiscalité progressive, la lutte contre l'évasion fiscale (combattre les paradis fiscaux etc.), la réallocation des subsides aux énergies fossiles (voir infra point 3) plus d'investissements

Il n'y aura pas de changement durable sans adhésion, et pas d'adhésion sans enthousiasme. Il nous faut donc véhiculer un message positif, plutôt que de se positionner en contestation au modèle actuel.

dans l'économie réelle et un rôle réel à jouer par l'État, et d'autre part en taxant les activités néfastes (les spéculations, la publicité ou encore les pollutions par exemple).

Mieux allouer les ressources, pour assurer le maintien du patrimoine naturel, mais aussi socioculturel, par le développement des chaînes courtes pour la distribution des ressources, en assurant une juste répartition de la rente, mais également par la valorisation du partage des connaissances.

Accompagner, c'est-à-dire favoriser la formation et les échanges d'expertise, notamment des travailleurs, mais aussi affiner les transferts de technologies utiles et financer la transformation des industries et l'établissement de sociétés plus durables, et peut-être surtout, encourager le renforcement des organisations sociales.

Redéfinir la gouvernance mondiale : assurer une approche systémique des organisations internationales, et notamment du dispositif onusien, pour contrebalancer la fragmentation actuelle, en particulier pour la gestion de l'environnement et des ressources. Il faut mettre la gouvernance mondiale et la coopération au service de la transition.

Pour ce faire, il faut faire converger les idées, mais aussi les luttes. La justice climatique, la souveraineté alimentaire et le travail décent sont les trois facettes d'un même objectif : associer la justice sociale et la soutenabilité environnementale. Pour assurer cette convergence, les mouvements sociaux du local au mondial doivent être renforcés. La transition juste n'est-elle pas d'ailleurs une piste de convergence entre justice climatique et travail décent ?

Il n'y aura pas de changement durable sans adhésion, et pas d'adhésion sans enthousiasme. Il nous faut donc véhiculer un message positif, plutôt que de se positionner uniquement comme un frein et en contestation au modèle actuel. Nous ne souhaitons

pas apparaître comme promoteurs d'un retour au Moyen-Age, mais bien comme porteurs d'un message et d'une vision pour le futur.

Enfin, le PIB ne mesure pas le bien-être. Pour mesurer nos avancées vers la transition juste, le PIB n'est qu'un indicateur. Il en faut d'autres, en lien avec nos objectifs. Ces indicateurs existent, comme le démontrent la multitude d'initiatives et de rapports ⁷⁰. Le problème est plutôt leur mise en évidence que leur invention. Parmi ces indicateurs à valoriser, citons l'indice de développement humain (IDH) qui intègre le PNB et des critères liés notamment à l'accès à la santé et à l'éducation (et donc à la réponse aux besoins fondamentaux); l'indice de Gini révélateur des inégalités liées à la répartition des richesses dans un cadre donné; ou encore, afin de garantir le maintien du patrimoine commun, l'indicateur d'«espace écologique» qui intègre une réflexion sociale et va donc plus loin que l'indice d'empreinte écologique déjà largement connu.

67/ Servigne P. (2011), *Imagine* mai-juin 2012, p.33

68/ Hopkins, R., *The Transition Companion*, Transition books, 2011, p.17

69/ Cette partie s'appuie sur les conclusions réalisées par Nicolas Van Nuffel lors du séminaire du CNCD-11.11.11 du 17 mai 2011: *Quelle transition ? Pour un monde socialement juste et écologiquement soutenable*, dont l'entièreté des interventions sont disponibles à l'adresse : <http://www.cncd.be/Quelle-transition-socio-ecologique>

70/ Le lancement d'un site internet <http://www.indicators.be> sur les indicateurs de développement durable a été annoncé lors de la présentation du Rapport fédéral sur le développement durable 2011 par le Bureau fédéral du Plan début avril 2012. La Région wallonne dispose elle aussi de son portail, qui permet de créer ses propres indicateurs, à l'image de l'initiative de l'OCDE Better Life index : voir <http://www.indicateurswallonie.be> et <http://www.oecdbetterlifeindex.org/>. Enfin, Alternatives économiques a consacré un numéro hors-série aux indicateurs intitulé *La richesse autrement* (2011), hors-série Poche n°48; mars 2011

3/ un exemple concret : réformer les subsides aux énergies fossiles

À la veille du Sommet du G20 au Mexique et de la conférence Rio+20, les signes en faveur d'une réforme des subsides aux énergies fossiles s'accroissent.

Tout récemment, en mai 2012, le G8, présidé cette année par les États-Unis, réaffirmait son engagement dans la Déclaration de Camp David par ces termes : « Nous appuyons fermement les

efforts visant à rationaliser et à éliminer progressivement à moyen terme les subventions inefficaces aux combustibles fossiles qui encouragent une consommation excessive ainsi que les efforts visant la préparation, sur une base volontaire, de rapports sur les progrès. »⁷¹

Selon l'ONG Oil Change International, à l'initiative d'une campagne internationale⁷² pour la sortie des subsides aux énergies fossiles,

TABLEAU 1

MONTANTS ANNUELS (EN USD)	QUEL TYPE ? QUELLE ORIGINE ?	EXPLICATION ET SOURCES
630 milliards \$	Subsides à la consommation dans les pays en développement	Le chiffre le plus cité pour les subsides aux énergies fossiles, bien qu'il ne couvre que les subsides à la consommation pour les pays en développement. Selon l'Agence internationale de l'Énergie ⁷³ , en 2012, ce chiffre devrait atteindre 630 milliards de dollars. Ce chiffre fluctue selon le prix du pétrole : il était de 409 milliards de dollars en 2010 et de 557 milliards en 2008.
+ 45 milliards \$	Subsides à la consommation dans les pays développés	Comptabilisation stricte des subsides aux énergies fossiles compilée par l'OCDE ⁷⁴ . 45 milliards de dollars est la moyenne annuelle des subsides à la consommation des pays de l'OCDE pour les années 2008-2010.
+ 100 milliards \$	Subsides mondiaux aux producteurs	Ce chiffre était notamment cité en juin 2010 dans le rapport conjoint de l'OCDE, de l'AIE, de la Banque mondiale et de l'OPEC aux décideurs du G20 ⁷⁵ . Afin d'affiner ce chiffre, plus de transparence serait absolument nécessaire.
= 775 milliards \$		

Source : Oil Change International⁷⁶, 2012

111 pays ont soutenu la réallocation de ces subsides dans leurs soumissions à la Convention-cadre des Nations Unies pour le Climat. En réponse à l'attention croissante sur cette question, Oil Change International a diffusé une déclaration⁷⁷ internationale proposant quatre étapes pour la sortie de ces subsides néfastes à l'horizon 2015 :

- définir des plans pour la sortie des subsides aux énergies fossiles d'ici 2015;
- accroître la transparence et la qualité du rapportage des subsides;
- aider et accorder une attention particulière aux pays en développement, aux pauvres et aux pays vulnérables;
- établir ou identifier une institution internationale pour faciliter et encourager la réforme des subsides fossiles.

Les organisations de la société civile attendent maintenant des avancées concrètes lors du prochain Sommet du G20, qui aura lieu mi-juin au Mexique, et lors de la Conférence Rio+20. En 2009, le G20 s'était déjà prononcé en faveur de la réforme, mais n'avait pas été suivi d'actions concrètes. La raison serait le manque de clarté sur les montants exacts que nos gouvernements allouent en subsides aux énergies fossiles. Plus de clarté dans le rapportage des subsides est donc absolument nécessaire.

Le tableau ci-après détaille l'origine des subsides aux énergies fossiles. Ils concernent tant la consommation que des subsides à la production. Pour ceux-ci, les chiffres restent imprécis en raison du manque de transparence dans les flux financiers et le rapportage. Pour les subsides à la consommation, la majorité concernent les pays en développement, et ces fonds transitent en particulier par le biais des banques de développement.

Au total, en 2012, ce sont donc près de 775 milliards de dollars qui sont accordés à des sources d'énergie qui contribuent

directement au réchauffement global et à l'aggravation des changements climatiques. L'engagement pris par les pays industrialisés à Copenhague et confirmé à Cancún est de mettre à disposition des pays en développement, progressivement à partir de 2012, des moyens financiers de manière à atteindre 100 milliards de dollars annuels à l'horizon 2020. Il n'y a, aujourd'hui, pas de plan d'échelonnement de ces financements internationaux. Les subsides à la production des énergies fossiles permettraient d'apporter les ressources nécessaires pour combler ce manque.

71/ G8, (2012), Déclaration de Camp David, disponible en français à l'adresse : <http://www.canadainternational.gc.ca/g8/summit-sommet/g8declaration-2012-05-19.aspx?lang=fra&view=d> ; disponible en anglais à l'adresse : <http://www.uspolicy.be/headline/camp-david-declaration-g8-leaders>

72/ Oil Change International (2012) : <http://priceofoil.org/>

73/ 02 avril 2012, disponible à l'adresse : <http://www.iea.org/weo/quotes.asp>

74/ OCDE, (2011), *Joint report by IEA, OPEC, OECD and World Bank on fossil-fuel and other energy subsidies: An update of the G20 Pittsburgh and Toronto Commitments*, novembre 2011, disponible à l'adresse : <http://www.oecd.org/dataoecd/14/18/49006998.pdf>

75/ OCDE (2010), *Analysis of the scope of energy subsidies and suggestions for the G20 initiative*, juin 2010, p.4, disponible à l'adresse : <http://www.oecd.org/dataoecd/55/5/45575666.pdf>

76/ Oil Change International (2012), le tableau et tous les chiffres sont disponibles à l'adresse : <http://priceofoil.org/fossil-fuel-subsidies/international/>

77/ Déclaration en faveur de la réforme des subsides fossiles et signataires est disponible à l'adresse : <http://priceofoil.org/wp-content/uploads/2012/05/FossilFuelSubsidiesNGOstatement.pdf>

Ce chiffre de 775 milliards de dollars pourrait être beaucoup plus conséquent si l'on tenait compte d'une multitude d'autres aides et soutiens, voire externalités, qui sont parfois difficiles à chiffrer mais qui contribuent à soutenir l'utilisation des énergies fossiles. Par exemple, les subsides à la production dans les pays en développement et dans les pays émergents (qui pourraient atteindre les 285 milliards de dollars annuellement), les subsides des institutions financières publiques bilatérales, nationales et internationales, dont les institutions financières internationales (FMI et groupe de la Banque Mondiale) et les banques de développement (150 milliards de dollars annuels), les subsides des agences de crédit à l'exportation (100 milliards de dollars annuels) ou encore les coûts pour la sécurisation de l'approvisionnement en pétrole (500 milliards de dollars).⁷⁸

Bien que se profilant comme une véritable manne financière internationale, cette réforme pose cependant une question sociale fondamentale : quel prix pour l'énergie ? quel accès à l'énergie, en particulier dans les pays du Sud où les infrastructures d'énergies renouvelables ne sont pas suffisamment développées ? En effet, un des biais du mécanisme de développement propre (développé dans le cadre du Protocole de Kyoto) est l'inégale répartition des investissements entre pays et entre régions du monde : alors que l'Asie et les pays émergents ont reçu la majorité des projets, l'Afrique subsaharienne a été complètement écartée, les investisseurs la considérant souvent comme trop risquée.

En effet, si l'on retire les subsides à la consommation, c'est le citoyen lambda qui va voir le prix de son carburant ou de son électricité (pour les pays où les centrales à charbon ou à gaz sont majoritaires) s'envoler. Les ONG plaident donc pour un plan d'accompagnement spécifique vis-à-vis des pays les moins développés, mais aussi d'autres groupes de pays vulnérables et les plus précarisés dans nos pays développés.

Selon Fatih Birol, économiste en chef de l'Agence internationale de l'énergie, interviewé par The Guardian, « les pays en développement d'Afrique ont reçu moins d'aide au développement en 2011 que ce qu'ils ont payé pour leurs importations de pétrole. Les pays d'Afrique subsaharienne ont reçu environ 15,6 milliards de dollars d'aide au développement, mais ceci est contrebalancé par 18 milliards de frais d'importation du pétrole. » (source : Harvey, F., *Overseas aid to Africa being outweighed by hefty costs of importing oil*, The Guardian, 02 avril 2012). Les prix du pétrole sont élevés depuis près d'une décennie, ce qui a occasionné des difficultés supplémentaires pour le développement de certaines régions. Si les prix restent élevés, la seule solution pour les pays en développement est de se tourner massivement vers les énergies renouvelables. Toujours selon Birol, le prix de l'énergie concerne aussi les pays riches et c'est une « fausse économie » que de postposer les investissements dans les énergies renouvelables comme le font récemment le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Allemagne. Selon son analyse, « pour chaque dollar que le pays n'investit pas dans des énergies plus propres, ils devront en payer 4,3 d'ici vingt ans pour compenser ».⁷⁹

Réformer les subsides aux énergies fossiles est un chantier colossal de la transition qui, s'il peut présenter des avantages économiques et environnementaux directs, ne sera pas sans impact social, en particulier pour les pays les moins avancés. Cet exemple illustre combien la transition vers l'économie verte ne peut que s'accompagner d'une réflexion globale sur la transition socio-écologique.

Promouvoir des sociétés durables signifie construire un modèle qui cherche à remettre l'humain au coeur des priorités, à atteindre des objectifs sociaux en se servant de l'économie comme un moyen (et non une fin en soi) tout en respectant les limites de la planète.

B/ RIO+20, INSCRIRE LA TRANSITION DANS LE CADRE INTERNATIONAL

1/ Rio+20, amorcer la transition

Rio+20⁸⁰, le Sommet de la Terre 2012, dont le nom officiel est « Conférence des Nations Unies sur le développement durable », est le sommet anniversaire du Sommet de la Terre de 1992. Il aura lieu à Rio de Janeiro, au Brésil, du 20 au 22 juin 2012. Il est l'occasion d'un bilan global de la mise en œuvre du développement durable, mais aussi de la réaffirmation d'un engagement pour ce nouveau paradigme et des premiers pas concrets pour sa mise en œuvre.

L'idée initiale était d'évaluer la mise en œuvre du développement durable en 2015, lors d'une grande conférence qui ferait le bilan des Objectifs du millénaire pour le développement. Cependant, le Brésil a proposé d'organiser un sommet anniversaire à l'occasion des 20 ans, et la proposition a été soutenue par les pays du Sud, puis le débat porté au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies.

En décidant de l'organisation de ce sommet, l'Assemblée générale des Nations Unies s'est fixée deux objectifs : susciter un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable, et évaluer les progrès réalisés et les lacunes restant à combler au niveau de la mise en œuvre des textes issus des grands sommets relatifs au développement durable et de relever les défis qui se font jour.

Conformément à la résolution de l'AG⁸¹, la Conférence sera axée sur deux thèmes :

- l'économie verte dans le cadre du développement durable et de l'élimination de la pauvreté;
- le cadre institutionnel du développement durable.

Si certains analystes pensent qu'il ne faut rien attendre de Rio+20, d'autres y voient l'occasion d'inscrire noir sur blanc la volonté d'un passage à un autre paradigme. Rio+20 est l'opportunité de remettre au centre le concept de durabilité sociale, environne-

mentale et économique, et non de se contenter de promouvoir l'économie verte comme la solution à tous les maux. Nous entamons donc la transition vers un monde socialement juste et écologiquement soutenable. Promouvoir des sociétés durables signifie construire un modèle qui cherche à remettre l'humain au coeur des priorités, à atteindre des objectifs sociaux en se servant de l'économie comme un moyen (et non une fin en soi) tout en respectant les limites de la planète.

L'éradication de la pauvreté et des inégalités sociales et de genre, la remise en question de nos modes de production et de consommation et la préservation des ressources et des services qu'ils rendent sont trois enjeux fondamentaux qui dépendent du positionnement politique qui ressortira de la Conférence Rio+20.

78/ Ces autres subsides que ceux à la consommation et à la production sont détaillés dans ce document de Oil Change International : <http://priceofoil.org/wp-content/uploads/2012/05/1TFSEFIN.pdf>

79/ Harvey, F., *Overseas aid to Africa being outweighed by hefty costs of importing oil*, The Guardian, 02 avril 2012 ; disponible à l'adresse: <http://www.guardian.co.uk/world/2012/apr/01/overseas-aid-africa-oil-imports-costs?newsfeed=true>

80/ <http://www.earthsummit2012.org/>

81/ Nations Unies, *Résolution sur la mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable*, 31 mars 2010 : <http://www.adequations.org/IMG/pdf/ResolutionONUrioPlus20.pdf>

2/ Les enjeux des négociations⁸²

Les Nations Unies ont entamé fin mai les négociations sur le projet de déclaration politique de la Conférence Rio+20. « Jusqu'ici, les États ne négociaient pas », nous dit Ulrik Lenaerts, expert du SPF Affaires étrangères à la tête de la délégation belge aux négociations. En effet, les rencontres qui ont eu lieu depuis la sortie du premier projet de texte (appelé « zero draft »⁸³ et intitulé « The Future We Want ») en janvier dernier, n'avaient pas pour but de chercher le consensus sur le texte, mais bien de passer en revue l'ensemble du texte et de prendre en compte les propositions d'amendements qui étaient soumises au Secrétariat.

Discussions, consultations, négociations !

Cette phase de discussion est clôturée depuis début mai, et ce mardi 22 mai, les deux co-présidents du processus de négociations, les ambassadeurs John Ashe et Kim Sook, ont proposé une seconde version du texte. Celle-ci constitue une proposition de compromis, sur base de laquelle les véritables négociations vont commencer, sous l'égide du Secrétaire général du secrétariat Rio+20, Sha Zukang (le Secrétaire général de la Commission du développement durable des Nations Unies).

Selon M. Lenaerts, cette proposition de texte est « osée » car elle fait un énorme pas en avant en proposant un compromis qui, par définition, ne reprend pas tous les amendements proposés par tous les États ou groupes d'États. Pour rappel, le texte initial était passé de 19 à plus de 300 pages dans la première partie du processus de consultation. Osé, donc, ce nouveau texte, mais Ulrik Lenaerts n'en est pas moins optimiste quant à la suite du processus car « le texte est équilibré », nous dit-il. Parole de diplomate pragmatique, plutôt que perdre du temps sur des questions de procédure, il convient maintenant de se concentrer sur le contenu des négociations.

Des Objectifs de développement durable

Parmi les grands enjeux de la conférence, il y a l'adoption d'Objectifs de développement durable (ODD, soit les sustainable

development goals, SDGs en anglais). Plus précisément, l'adoption d'une vision de ce que devraient être ces ODD, car un processus devra être mis en place pour définir ce nouveau cadre de référence global dès 2015. Celui-ci s'appuiera sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et sera élargi à un agenda de développement durable, comprenant l'éradication de la pauvreté, les défis communs pour une consommation et une production durable et une dimension sociale forte qui prend en compte les grands enjeux tels qu'un seuil de protection sociale internationale, la question de l'emploi, des grandes villes, etc.

Une architecture institutionnelle plus forte

Second point à l'agenda, le renforcement des institutions internationales en charge du développement durable, et d'abord du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). La proposition européenne d'en faire une nouvelle agence spécialisée avec plus de pouvoirs et d'autorité serait la piste la moins probable, mais les discussions restent ouvertes sur la forme exacte que pourrait prendre le PNUE. Par ailleurs, au-delà des premiers débats sur la création d'un conseil pour le développement durable au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies, il est aujourd'hui question de créer un forum ministériel réunissant les ministres intéressés au développement durable, mais aussi des représentants de la société civile et une interface qui réunirait des scientifiques et des politiques.

Une feuille de route pour l'économie verte

Concernant l'économie verte et le projet de feuille de route, sur lequel l'Union européenne a beaucoup travaillé, le contexte des négociations est particulièrement tendu. L'économie verte est dénoncée par les pays en développement qui ne voient pas d'un bon œil la manière dont le sujet est imposé par les pays du Nord. Par ailleurs, des pays comme les États-Unis et le Canada sont réticents, eux aussi, quant à la possibilité de se voir imposer de nouvelles contraintes économiques et/ou environnementales. Les discussions pourraient évoluer vers la création d'un cadre

Parmi les grands enjeux de la conférence, il y a l'adoption d'une vision de ce que seront les Objectifs de développement durable.

international léger qui jouerait le rôle de comité de facilitation pour l'avancement vers une économie verte, mais dont les décisions et les détails pour l'avancement seraient laissés au national et au sub-national.

L'Europe ne pense pas suffisamment « social »

Alors que la Belgique insiste sans mâcher ses mots sur la dimension sociale inhérente au développement durable, et en particulier en rapport avec l'économie verte, l'Europe a quant à elle un peu trop négligé cet aspect. C'est une critique récurrente, dont voici un exemple concret : les objectifs et cibles sur lesquels l'Europe a planché dans le cadre de la préparation du plan d'action s'articulent autour de cinq thèmes principalement environnementaux. Ces thèmes sont l'énergie, l'eau, les terres et écosystèmes, les océans et la gestion efficiente des ressources. La Belgique plaide donc pour ajouter des objectifs relatifs par exemple au travail décent et au plein emploi, ou encore à l'accès universel à des planchers de protection sociale.

Cette difficulté d'évolution permanente des positions des pays et des groupes de pays se révèle être une chance : les positions peuvent toujours être affinées et améliorées. Jusqu'aux derniers jours, la Belgique peut encore contribuer à améliorer les propositions européennes, et les représentants de la société civile gardent l'espoir d'être entendus, tout au long des négociations, par les négociateurs et représentants politiques. La société civile réunie dans la Coalition belge Rio+20 a présenté ses positions politiques aux négociateurs et ministres belges (voir ci-après point C).

Ban Ki Moon n'est pas content ?

Mardi 22 mai, juste avant la publication du nouveau texte des co-présidents, les mots durs de Ban Ki Moon quant aux faibles avancées des négociations de Rio se sont répandus internationalement comme une traînée de poudre. Selon l'article rédigé par Environment and Energy publishing (E&E), un site de référence

pour les lobbyistes de l'environnement, de l'énergie et du climat, le grand patron de l'ONU aurait dénoncé la somme d'intérêts individuels poussés par les États. « Nous ne pouvons laisser un examen microscopique du texte nous aveugler de la grande trame » aurait dit Ban Ki Moon lors d'un débat sur Rio, « l'état actuel des négociations nous envoie un mauvais signal »⁸⁴.

Le lendemain, un communiqué officiel des Nations Unies insistait plus diplomatiquement sur l'opportunité à saisir à Rio⁸⁵. S'il y a une frustration réelle à ne pas voir progresser concrètement un tel processus de négociations, il faut peut-être aussi y voir une stratégie pour assurer l'approche risquée choisie par les co-présidents et donner une chance au texte de compromis qu'ils proposent...

Le véritable processus de négociations commence, et les positions respectives des États et des groupes d'États vont petit à petit se révéler.

^{82/} Rigot, V. (2012), *Rio+20, les négociations commencent : éclairage sur les enjeux*, 28 mai 2012, disponible à l'adresse : <http://www.cncd.be/Rio-20-les-negociations-commencent>

^{83/} Pour télécharger le zero-draft : <http://www.uncsd2012.org/rio20/futurewewant.html>

^{84/} Article ci-dessous, mais n'est plus disponible sur le site web : <http://www.eenews.net/>

^{85/} Dernier communiqué officiel de Ban Ki Moon, 23 mai 2012 : At Rio+20, world must seize generational opportunity to achieve sustainable future, <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=4206&Cr=sustainable+d+development&Cr1>

3/ les principaux risques pour la Conférence Rio+20

Une conférence qui se trompe de route : l'avenir que nous ne voulons pas

Le principal risque que l'on court à Rio est de manquer l'occasion du changement de paradigme, voire – et ce scénario est le pire – d'opter pour la mauvaise piste, celle qui ferait de l'économie verte l'objectif principal et raterait l'occasion d'une véritable remise en question du modèle productiviste (critique principale que nous faisons à la définition du PNUE). Il est en effet évident que les grandes entreprises sont très présentes depuis le début de la préparation de la conférence en 2010, et particulièrement maintenant sur la dernière ligne droite des négociations sur la déclaration. Le risque de voir les Nations Unies s'incliner devant l'économie verte n'est pas acquis étant donnée la ferme opposition des pays du G77 devant l'agenda des pays du Nord. Cependant, les grands lobbys sont subtils et savent éviter les termes qui fâchent tout en s'assurant que leurs intérêts soient défendus. En l'occurrence, la promotion du « tout aux technologies », « des solutions efficaces aux crises multiples » et de la mise en œuvre de moyens par le biais des leviers de financement privés sont des risques bien réels.

Une conférence qui trébuche : Copenhague bis

Dans un processus de négociations devant mener à une déclaration et, idéalement, à des engagements politiques pour une date-butoir, les dernières semaines de négociations sont cruciales. Le second risque serait de voir la pression augmenter à la fin du processus. On risquerait un blocage total des négociations, et une déclaration rédigée à la va-vite par une petite poignée d'États sur un coin de table. Cette répétition de Copenhague 2009 serait synonyme de la confirmation d'une

grave crise du multilatéralisme pour laquelle il ne suffirait pas d'un « Cancún » un an plus tard pour faire croire que le processus multilatéral est remis sur les rails.

Une piste pour éviter le blocage des négociations serait une déclaration *a minima* et l'entame d'un processus de dialogue sur plusieurs années pour l'atteinte d'accords concrets sur les ODD et le renforcement du cadre institutionnel pour le développement durable. Ce scénario serait synonyme de l'ouverture d'un nouveau processus de négociations multilatérales. Or les négociations climat démontrent combien ce type de processus peut être très lourd et très complexe, pour ne récolter que très peu d'avancées.

Une conférence qui voit trouble : brouillard sur Rio, une porte ouverte pour la marchandisation

Si le texte « The Future We Want » manque globalement de vision et est bien trop faible, il n'en reste pas moins la base des négociations. Au fil des semaines, le constat amer se confirme : il y a un manque de vision pour l'avenir de la planète et pour l'intérêt commun. La question de la définition et de la reconnaissance des biens communs monte au niveau de la société civile, mais ne trouve pas d'écho dans les enceintes officielles, sinon en termes économiques.

La publication du rapport TEEB⁸⁶ en 2010 a en effet contribué à mettre au jour la volonté de valoriser les ressources, c'est-à-dire de leur accorder une valeur marchande. Ce rapport est très en

**Le risque est grand à Rio de voir
une porte s'ouvrir dans les textes,
dans les formulations floues et
vagues des belles déclarations, en faveur
de la marchandisation des ressources.**

vogue pour le moment, le PNUE est d'ailleurs en train de préparer des applications secteur par secteur de ce mécanisme de valorisation des ressources et des écosystèmes.

Le pas est ensuite très petit vers la marchandisation de ces ressources, c'est-à-dire la création de marchés internationaux pour l'eau, les terres et la biodiversité comme c'est déjà le cas pour le carbone et la qualité de l'air. Très concrètement, dans ces logiques de marché internationales, les pays les moins avancés sont souvent les moins au fait des fonctionnements et des astuces des marchés, et les populations du Sud risquent de se retrouver progressivement dépossédées de leurs ressources. Le risque est grand à Rio de voir une porte s'ouvrir dans les textes, dans les formulations floues et vagues des belles déclarations, en faveur de la marchandisation des ressources.

**Une conférence qui écœure :
un processus délégitimé**

Les organisateurs de la conférence Rio+20, de par le processus mis en place, ont expérimenté une nouvelle forme de démocratie internationale, en ouvrant les consultations très largement, d'abord par le biais de contributions, puis par le biais d'amendements sur le zero-draft. Ce processus de participation est ouvert à tous les acteurs qui souhaitent y contribuer. Le dernier risque est que ce processus d'ouverture soit délégitimé par l'incapacité à le gérer, et notamment à prendre en compte les centaines d'idées intéressantes pour opérationnaliser le développement durable.

86/ TEEB (2010) L'Économie des écosystèmes et de la biodiversité : Intégration de l'Économie de la nature. Une synthèse de l'approche, des conclusions et des recommandations de la TEEB.
http://www.teebweb.org/Portals/25/TEEB%20Synthesis/Synthesis%20report_French.pdf

C/ LE MÉMORANDUM DE LA COALITION BELGE RIO+20

Depuis le Sommet de la Terre de 1992 à Rio, nombreux ont été les efforts pour décliner le développement durable (social, économique et environnemental) à tous les échelons politiques : de l'international (dans la déclaration de Rio) au local (agendas 21) en passant par le national (plans pour le développement durable). Cependant, force est de constater que ces efforts sont neutralisés par de fortes régressions, tant au niveau social qu'écologique.

Il est crucial d'établir un état des lieux du chemin parcouru depuis 1992 et en tenant compte des engagements onusiens qui ont marqué la dernière décennie du XX^e siècle⁸⁷. Le Sommet Rio+20 doit prendre la mesure de l'impasse environnementale et sociale dans laquelle l'Humanité s'est engouffrée. Nos chefs d'État et de gouvernement doivent s'attaquer aux causes des crises globales afin de réduire les inégalités, entre les pays et à l'intérieur de chacun d'entre eux. À l'heure du constat de la multiplication des crises et de leur interdépendance, Rio+20 est l'opportunité de remettre au centre le concept de durabilité sociale, environnementale et économique, et non de se contenter de promouvoir l'économie verte comme la solution à tous les maux. La reconnaissance des biens communs est une condition *sine qua non* pour éviter la marchandisation des ressources qui déposséderait les peuples de leurs ressources et de leurs droits.

La Coalition belge Rio+20, qui réunit les syndicats, les organisations de solidarité internationale, les organisations de femmes, les ONG environnementales, les conseils de la jeunesse, les représentants de l'économie sociale et les plateformes de développement durable, appelle la Belgique, l'Union européenne et les dirigeants du monde entier à faire du Sommet Rio+20 celui d'un changement de paradigme vers un monde durable.

1/ des sociétés durables

Promouvoir des sociétés durables signifie construire un modèle où les trois dimensions sont intégrées, où l'économie est au service d'objectifs sociaux dans les limites du système écologique. En d'autres termes :

– assurer la justice **sociale** et le bien-être, et donc éradiquer la

pauvreté et les inégalités sociales et de genre;

– à l'aide des moyens **économiques**, ce qui suppose de revoir nos modes de consommation et de production (SCP) et la redistribution des richesses;

– dans le respect et le retour aux limites **environnementales** de la planète, ce qui inclut la préservation des ressources naturelles et des services qu'ils rendent.

Ces 3 axes, définis dans le plan de Johannesburg, doivent être mis en application.

Ils doivent être appliqués conformément aux principes de la Déclaration de Rio, en particulier les principes de participation (principe 10), de participation des femmes (principe 20), de précaution (principe 15), de responsabilité commune mais différenciée (principe 7), selon les capacités respectives et dans le respect du droit au développement (principe 3).

Des sociétés durables passent par la réalisation du droit à l'eau et à l'assainissement et la gestion publique des ressources en eau pour tous, la souveraineté alimentaire par une agriculture paysanne durable, l'arrêt de la déforestation à l'horizon 2020, la transformation de millions d'emplois en emplois durables et décents via une transition juste, la gestion durable des océans, une diminution des émissions mondiales des gaz à effets de serre dès 2015, la revalorisation des ressources qui s'épuisent (biodiversité, ressources halieutiques), l'accès à l'énergie durable pour tous, l'enseignement, le renforcement des capacités et l'accès aux technologies, tout ceci dans le respect de l'égalité des sexes.

2/ la voie pour y parvenir

Un cadre institutionnel international fort

– Mettre en place un **Conseil du développement durable** au sein de l'AG des Nations Unies ayant un réel mandat d'autorité, c'est-à-dire un véritable Conseil de développement économique, social et environnemental chargé entre autres d'assurer l'établissement et la prise en compte de critères de durabilité et d'assurer la cohérence des décisions prises dans le cadre multilatéral.

Promouvoir des sociétés durables signifie construire un modèle où les trois dimensions sont intégrées, où l'économie est au service d'objectifs sociaux dans les limites du système écologique.

– Décider d'un **mécanisme international de rapportage et de redevabilité**, non seulement pour les acteurs publics mais également pour les organisations financières internationales (Banque mondiale, FMI, banques régionales d'investissement,...) et les entreprises transnationales, afin de permettre au Conseil du développement durable de suivre la durabilité de leurs activités, de les contrôler et le cas échéant, de les sanctionner.

– Définir un agenda clair et transparent pour renforcer l'UNEP en institutionnalisant une **Organisation mondiale de l'environnement**, dotée d'un pouvoir de contrôle et de sanction, et mise sur pied d'égalité avec l'Organisation internationale du travail et une Organisation mondiale du commerce ramenée au sein des Nations Unies.

Des indicateurs et des Objectifs de développement durable contraignants

– Choisir, à Rio, les nouveaux **indicateurs de durabilité**⁸⁸ sociale, environnementale et économique, ainsi que de gouvernance politique, et les mettre en œuvre sans tarder.

– Établir un **agenda clair et transparent** pour définir des **Objectifs de développement durable** (ODD ou, en anglais SDG's) pour tous les pays, basés sur l'universalisation des droits humains et l'équité dans le partage des ressources, dans les limites de la planète. Ces objectifs devront être définis et opérationnalisés, en dialogue avec la société civile, dans la continuation et la complémentarité des Objectifs du millénaire pour le développement et sur base de leur évaluation, et ceci au plus tard en 2015.

– Confier au **Conseil du développement durable** le mandat de définition, d'opérationnalisation et de suivi de ces ODD.

Des moyens conséquents pour l'atteinte de ces objectifs

– **Redistribuer : réformer le système financier et économique international**, réguler et interdire toute spéculation, éradiquer les paradis fiscaux, garantir une juste redistribution des richesses,

un impôt juste sur les bénéfices des sociétés et un système de rapportage financier pays par pays et projet par projet afin d'impliquer les grands acteurs.

– **Réorienter : Mettre en cohérence l'ensemble des politiques** avec le développement durable. Cela passe par l'internalisation des coûts sociaux et environnementaux, la reconnaissance de la valeur des services environnementaux de la biodiversité et des écosystèmes, la systématisation des études d'impact environnemental et social des politiques commerciales, financières, agricoles, climatiques, de coopération, migratoires, etc., l'intégration d'une perspective d'égalité homme-femme dans toutes les politiques, la subordination du commerce mondial aux conventions et traités internationaux sur le travail, l'environnement et les droits humains et l'établissement d'un mécanisme pour garantir un socle universel de protection sociale.

– **Refinancer : Supprimer toute subvention exerçant une influence négative** sur l'environnement et le social (en particulier les subsides aux énergies fossiles, à l'agriculture et la pêche non durable, au nucléaire,...) et mettre en œuvre les mécanismes pour la collecte de **nouvelles sources de financements publics**, additionnelles aux engagements en termes d'aide publique au développement, et notamment décider d'une taxe internationale sur les transactions financières et une taxe internationale sur les carburants des transports aérien et maritime.

^{87/} Les conventions de Rio (biodiversité, désertification, climat), la convention d'Aarhus, le consensus de Monterrey 2002, les conférences du Caire (population), Pékin (femmes), Istanbul (habitat), Rome (alimentation), l'agenda du travail décent de l'OIT...

^{88/} À titre d'exemple : le human development index, le coefficient de Gini, les indicateurs de genre, the betterlife index, l'empreinte écologique, les propositions de la Commission Stiglitz, le système international de paramètres environnementaux et économiques intégrés, les 100 paramètres élaborés par la Commission Développement durable des Nations Unies, etc.

5/ postface

« Éloge de la métamorphose »

Un article d'Edgar Morin, sociologue et philosophe⁸⁹

« Quand un système est incapable de traiter ses problèmes vitaux, il se dégrade, se désintègre ou alors il est capable de susciter un méta-système à même de traiter ses problèmes : il se métamorphose. Le système Terre est incapable de s'organiser pour traiter ses problèmes vitaux : périls nucléaires qui s'aggravent avec la dissémination et peut-être la privatisation de l'arme atomique ; dégradation de la biosphère ; économie mondiale sans vraie régulation ; retour des famines ; conflits ethno-politico-religieux tendant à se développer en guerres de civilisation.

L'amplification et l'accélération de tous ces processus peuvent être considérées comme le déchaînement d'un formidable feedback négatif, processus par lequel se désintègre irrémédiablement un système.

Le probable est la désintégration. L'improbable mais possible est la métamorphose. Qu'est-ce qu'une métamorphose ? Nous en voyons d'innombrables exemples dans le règne animal. La chenille qui s'enferme dans une chrysalide commence alors un processus à la fois d'autodestruction et d'autoreconstruction, selon une organisation et une forme de papillon, autre que la chenille, tout en demeurant le même. La naissance de la vie peut être conçue comme la métamorphose d'une organisation physico-chimique, qui, arrivée à un point de saturation, a créé la méta-organisation vivante, laquelle, tout en comportant les mêmes constituants physico-chimiques, a produit des qualités nouvelles.

La formation des sociétés historiques, au Moyen-Orient, en Inde, en Chine, au Mexique, au Pérou constitue une métamorphose à partir d'un agrégat de sociétés archaïques de chasseurs-

cueilleurs, qui a produit les villes, l'État, les classes sociales, la spécialisation du travail, les grandes religions, l'architecture, les arts, la littérature, la philosophie. Et cela aussi pour le pire : la guerre, l'esclavage. À partir du XXI^e siècle se pose le problème de la métamorphose des sociétés historiques en une société-monde d'un type nouveau, qui engloberait les États-nations sans les supprimer. Car la poursuite de l'histoire, c'est-à-dire des guerres, par des États disposant des armes d'anéantissement, conduit à la quasi-destruction de l'humanité. Alors que, pour Fukuyama, les capacités créatrices de l'évolution humaine sont épuisées avec la démocratie représentative et l'économie libérale, nous devons penser qu'au contraire c'est l'histoire qui est épuisée et non les capacités créatrices de l'humanité.

L'idée de métamorphose, plus riche que l'idée de révolution, en garde la radicalité transformatrice, mais la lie à la conservation (de la vie, de l'héritage des cultures). Pour aller vers la métamorphose, comment changer de voie ? Mais s'il semble possible d'en corriger certains maux, il est impossible de même freiner le déferlement techno-scientifico-économico-civilisationnel qui conduit la planète aux désastres. Et pourtant l'Histoire humaine a souvent changé de voie. Tout commence, toujours, par une innovation, un nouveau message déviant, marginal, modeste, souvent invisible aux contemporains. Ainsi ont commencé les grandes religions : bouddhisme, christianisme, islam. Le capitalisme se développa en parasite des sociétés féodales pour finalement prendre son essor et, avec l'aide des royautés, les désintégrer.

La science moderne s'est formée à partir de quelques esprits déviants dispersés, Galilée, Bacon, Descartes, puis créa ses

L'histoire humaine a souvent changé de voie. Tout commence, toujours, par une innovation, un nouveau message déviant, marginal, modeste, souvent invisible aux contemporains.

réseaux et ses associations, s'introduisit dans les universités au XIX^e siècle, puis au XX^e siècle dans les économies et les États pour devenir l'un des quatre puissants moteurs du vaisseau spatial Terre. Le socialisme est né dans quelques esprits autodidactes et marginalisés au XIX^e siècle pour devenir une formidable force historique au XX^e. Aujourd'hui, tout est à repenser. Tout est à recommencer.

Tout en fait a recommencé, mais sans qu'on le sache. Nous en sommes au stade de commencements, modestes, invisibles, marginaux, dispersés. Car il existe déjà, sur tous les continents, un bouillonnement créatif, une multitude d'initiatives locales, dans le sens de la régénération économique, ou sociale, ou politique, ou cognitive, ou éducationnelle, ou éthique, ou de la réforme de vie.

Ces initiatives ne se connaissent pas les unes les autres, nulle administration ne les dénombre, nul parti n'en prend connaissance. Mais elles sont le vivier du futur. Il s'agit de les reconnaître, de les recenser, de les collationner, de les répertorier, et de les conjuguer en une pluralité de chemins réformateurs. Ce sont ces voies multiples qui pourront, en se développant conjointement, se conjuguer pour former la voie nouvelle, laquelle nous mènerait vers l'encore invisible et inconcevable métamorphose. Pour élaborer les voies qui se rejoindront dans la Voie, il nous faut nous dégager d'alternatives bornées, auxquelles nous contraind le monde de connaissance et de pensée hégémoniques. Ainsi il faut à la fois mondialiser et démondialiser, croître et décroître, développer et envelopper. »

L'orientation mondialisation/démondialisation signifie que, s'il faut multiplier les processus de communication et de planétarisa-

tion culturelles, s'il faut que se constitue une conscience de « Terre-patrie », il faut aussi promouvoir, de façon démondialisante, l'alimentation de proximité, les artisanats de proximité, les commerces de proximité, le maraîchage périurbain, les communautés locales et régionales.

L'orientation « croissance/décroissance » signifie qu'il faut faire croître les services, les énergies vertes, les transports publics, l'économie plurielle dont l'économie sociale et solidaire, les aménagements d'humanisation des mégapoles, les agricultures et élevages fermiers et biologiques, mais décroître les intoxications consommationnistes, la nourriture industrialisée, la production d'objets jetables et non réparables, le trafic automobile, le trafic camion (au profit du ferroutage).

L'orientation développement/enveloppement signifie que l'objectif n'est plus fondamentalement le développement des biens matériels, de l'efficacité, de la rentabilité, du calculable, il est aussi le retour de chacun sur ses besoins intérieurs, le grand retour à la vie intérieure et au primat de la compréhension d'autrui, de l'amour et de l'amitié.

89/ Article paru dans *Le monde* en janvier 2010 et disponible à l'adresse : www.laissemoitdire.com/pages/quand-edgar-morin-fait-l-eloge-de-la-metamorphose-2371606.html

Sociologue et philosophe, Edgar Morin est né en 1921, est directeur de recherches émérite au CNRS. En 2009, il a notamment publié *Edwige, l'inséparable* (Fayard). À lire également, *La Pensée tourbillonnaire – Introduction à la pensée d'Edgard Morin*, de Jean Tellez (éditions Germina)

Il ne suffit plus de dénoncer. Il nous faut maintenant énoncer. Il ne suffit pas de rappeler l'urgence. Il faut savoir aussi commencer par définir les voies qui conduiraient à la Voie. Ce à quoi nous essayons de contribuer. Quelles sont les raisons d'espérer ? Nous pouvons formuler cinq principes d'espérance.

1. Le surgissement de l'improbable. Ainsi la résistance victorieuse par deux fois de la petite Athènes à la formidable puissance perse, cinq siècles avant notre ère, fut hautement improbable et permit la naissance de la démocratie et celle de la philosophie. De même fut inattendue la congélation de l'offensive allemande devant Moscou en automne 1941, puis improbable la contre-offensive victorieuse de Joukov commencée le 5 décembre, et suivie le 8 décembre par l'attaque de Pearl Harbor qui fit entrer les États-Unis dans la guerre mondiale.

2. Les vertus génératrices/créatrices inhérentes à l'humanité. De même qu'il existe dans tout organisme humain adulte des cellules souches dotées des aptitudes polyvalentes (totipotentes) propres aux cellules embryonnaires, mais inactivées, de même il existe en tout être humain, en toute société humaine des vertus régénératrices, génératrices, créatrices à l'état dormant ou inhibé.

3. Les vertus de la crise. En même temps que des forces régressives ou désintégratrices, les forces génératrices créatrices s'éveillent dans la crise planétaire de l'humanité.

4. Ce à quoi se combinent les vertus du péril : « Là où croît le péril croît aussi ce qui sauve. » La chance suprême est inséparable du risque suprême.

5. L'aspiration multimillénaire de l'humanité à l'harmonie (paradis, puis utopies, puis idéologies libertaire /socialiste/communiste, puis aspirations et révoltes juvéniles des années 1960). Cette aspiration renaît dans le grouillement des initiatives multiples et dispersées qui pourront nourrir les voies réformatrices, vouées à se rejoindre dans la voie nouvelle.

L'espérance était morte. Les vieilles générations sont désabusées des faux espoirs. Les jeunes générations se désolent qu'il n'y ait plus de cause comme celle de notre résistance durant la seconde guerre mondiale. Mais notre cause portait en elle-même son contraire. Comme disait Vassili Grossman de Stalingrad, la plus grande victoire de l'humanité était en même temps sa plus grande défaite, puisque le totalitarisme stalinien en sortait vainqueur. La victoire des démocraties rétablissait du même coup leur colonialisme. Aujourd'hui, la cause est sans équivoque, sublime : il s'agit de sauver l'humanité.

L'espérance vraie sait qu'elle n'est pas certitude. C'est l'espérance non pas au meilleur des mondes, mais en un monde meilleur. L'origine est devant nous, disait Heidegger. La métamorphose serait effectivement une nouvelle origine.

6/ lectures conseillées

Alternatives économiques, (2011), *La richesse autrement*, hors-série Poche n°48, mars 2011

Association for the Study of Peak Oil and Gas (ASPO), (2004), www.aspo.be

CNCD-11.11.11, *Quelle transition ? Pour un monde socialement juste et écologiquement soutenable*, dont l'entièreté des interventions sont disponibles à l'adresse : <http://www.cncd.be/Quelle-transition-socio-ecologique>

CNCD-11.11.11, *Rio+20, comprendre les enjeux*, dossier en ligne : <http://www.cncd.be/Rio-20-Comprendre-les-enjeux>

Coalition belge Rio+20, Position de la Coalition belge Rio+20, disponible à l'adresse : http://www.cncd.be/IMG/pdf/2012-05-doc_rio20_fr.pdf

Commission des Nations Unies sur l'environnement et le développement (1987), *Rapport Brundtland : Notre avenir à tous*, disponible sur Wikisource : http://fr.wikisource.org/wiki/Notre_avenir_%C3%A0_tous_-_Rapport_Brundtland

Friends of the Earth international (2012), *END corporate capture of United Nations*, disponible à l'adresse : <http://www.foei.org/en/get-involved/take-action/end-un-corporate-capture>

Gadrey, J., (2012), *De Rio 1992 à Rio+20 : le monde à l'endroit et le monde à l'envers*, disponible à l'adresse : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2012/05/22/de-rio-1992-a-rio20-le-monde-a-l-e2%80%99endroit-et-le-monde-a-l-e2%80%99envers/#more-355>

GIEC (2012), *Rapport spécial sur la gestion des risques de catastrophes et de phénomènes extrêmes pour les besoins de l'adaptation au changement climatique*, 2012 : https://www.ipcc-wg1.unibe.ch/srex/downloads/SREX_SPM_French.pdf

Hopkins, R. (2010), *Manuel de transition*, Ecosociété/silence.

Hopkins, R. (2011), *The Transition Companion*, Transition books.

ILO (2010), *Changement climatique et travail : l'objectif d'une «transition juste»*, journal international de recherche syndicale, Vol 2, n°2, disponible à l'adresse : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_dialogue/@ac-trav/documents/publication/wcms_153350.pdf

Maréchal, A., (2011), *Économie écologique : principes de base*, 2011, disponible à l'adresse : http://www.etopia.be/IMG/pdf/r8_marechal.pdf

Meadows, D., (2012), allocution lors de la journée *Perspectives on Limits to Growth: Challenges to Building a Sustainable Planet* du 1^{er} Mars 2012, <http://www.clubofrome.org/cms/wp-content/uploads/2011/12/Final-print-Program-for-March-1.pdf>

Morin, E., (2010), *Éloge de la métamorphose*, Le Monde, 09 janvier 2010, disponible à l'adresse : <http://www.laissemoite-dire.com/pages/quand-edgar-morin-fait-l-elogue-de-la-metamorphose--2371606.html>

Nations Unies (1992), *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* : <http://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm>

Nations Unies (2000), *Résolution de l'AG des Nations Unies*, 8 septembre 2000 : <http://www.un.org/french/millenaire/ares552f.htm>

Nations Unies, (2010), *Résolution sur la mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable*, 31 mars 2010 : <http://www.adequations.org/IMG/pdf/ResolutionONUrioPlus20.pdf>

Nations Unies, Communiqué de Ban Ki Moon, 23 mai 2012 : *At Rio+20, world must seize generational opportunity to achieve sustainable future*, disponible à l'adresse : <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=42069&Cr=sustainable+development&Cr1=>

OCDE, (2011), *Joint report by IEA, OPEC, OECD and World Bank on fossil-fuel and other energy subsidies: An update of the G20 Pittsburgh and Toronto Commitments*, novembre 2011, : disponible à l'adresse : <http://www.oecd.org/dataoecd/14/18/49006998.pdf>

PNUD (2011), *Durabilité et équité : Un meilleur avenir pour tous*, Rapport mondial sur le développement humain 2011.
www.beta.undp.org/undp/fr/home/librarypage/hdr/human_developmentreport2011.html

PNUE (2011), *Vers une économie verte : pour un développement durable et une éradication de la pauvreté*, Synthèse à l'intention des décideurs, 2011

Rabhi, P., (2011), *Manifeste pour la terre et l'humanisme*, Actes Sud, pp.52-53

Rigot, V., Van Nuffel, N., (2011), *La Justice climatique... à l'épreuve des négociations internationales*, Point Sud n°4, une publication du CNCD-11.11.11 : <http://www.cncd.be/La-Justice-climatique-a-l-epreuve>

Servigne, P., (2011), *La résilience : un concept-clé des initiatives de transition*, décembre 2011, une publication Barricade : www.barricade.be

TEEB (2010), *L'Économie des écosystèmes et de la biodiversité : Intégration de l'Économie de la nature. Une synthèse de l'approche, des conclusions et des recommandations de la TEEB*. http://www.teebweb.org/Portals/25/TEEB%20Synthesis/Synthesis%20report_French.pdf

WWF (2012), *Rapport Planète vivante*, résumé en français, mai 2012 : <http://www.wwf.fr/s-informer/actualites/rapport-planete-vivante-2012-du-wwf>

POINT SUD n° 00

Les objectifs du millénaire : un bilan critique 10 ans après leur adoption

par Arnaud Zacharie

POINT SUD n° 01

Investir l'argent public dans les paradis fiscaux pour aider les pauvres ?

par Antonio Gambini

POINT SUD n° 02

Forêts congolaises Quand l'exploitation industrielle entretient des conflits sociaux

par Véronique Rigot

POINT SUD n° 03

Financer la lutte contre le réchauffement global : les marchés financiers au secours du Sud ?

par Antonio Gambini

POINT SUD n° 04

La Justice Climatique... à l'épreuve des négociations

par Véronique Rigot & Nicolas Van Nuffel

POINT SUD n° 05

Le transfert de technologies climat : vers une « révolution bleue » ?

par Alban van der Straten,
sous la direction de Nicolas Van Nuffel

Éditeur responsable : Arnaud Zacharie, 9 Quai du Commerce, 1000 Bruxelles



Avec le soutien de
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT



CNCD-11.11.11

9 quai du Commerce / 1000 Bruxelles

CONTACT Véronique Rigot

T. 02 250 12 39 / F 02 250 12 63

veronique.rigot@cncd.be / www.cncd.be/Publications

POINT SUD

les études du CNCD-11.11.11